



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 FEVRIER 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 833

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 14^e jour de janvier 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. Walter Crawford Pearce Gaden, agent, 37, Chomedy street, Robert Albert Nixon, accountant, 806, Park Avenue, Arthur Gaboury, gérant, de la cité de Montréal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 14^e jour de janvier 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. Robert Hirsh, 10, rue Bishop, marchand, Robert Hugh Mackay Bremner, 395, Boulevard Westmount, agent, George Sumner, Avenue Belvedere, Westmount, marchand, Walter Lovemore, 72, rue Anderson, contracteur, Anson Hall Campbell, 293, rue Prince Arthur, agent d'assurance, James Rogers, 77, Park Avenue, contracteur, de la cité de Montréal. 853

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du premier jour de mai 1900, pour la paroisse de Sainte-Rose de Laval, dans le comté de Laval, et

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th FEBRUARY, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 834

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th January, 1909, to associate to the commission of the peace, for the district of Montreal, Messrs Walter Crawford Pearce Gaden, agent, 37, Chomedy street, Robert Albert Nixon, accountant, 806, Park Avenue, Arthur Gaboury, manager, of the city of Montreal.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of January, 1909, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs Robert Hirsh, 10, Bishop street, merchant, Robert Hugh Mackay Bremner, 395, Boulevard Westmount, agent, George Sumner, Belvedere-Avenue, Westmount, merchant, Walter Lovemore, 72, Anderson street, contractor, Anson Hall Campbell, 293, Prince Arthur street, insurance agent, James Rogers, 77, Park Avenue, contractor, of the city of Montreal. 854

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the first day of May, 1900, for the parish of Saint Rose de Laval, in the county of Laval, and to appoint by com-

de nommer par commission en date du douze février 1909, MM. Gilbert Desjardins, bourgeois, Joseph Aldéric Joly, marchand épiciier, Edmond Bélanger, ancien cultivateur, François Léonard, bourgeois, Léonidas Desjardins, menuisier, Pascal Adélaide Longpré, notaire, Cyrille Taillefer, Cyrille Joly, Arthur Filiatrault, Donat Ouimet, cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Rose, commissaires de la dite cour. 885

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 16 février 1909, de nommer MM. Charles Poulin, fils d'Augustin, et Alfred Bégin, conseillers de la municipalité de partie des cantons de Shenley, Dorset, Jersey et Marlow, comté de Beauce, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal. 889

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 15 février 1909, de révoquer, en vertu de l'article 329 du code municipal, la nomination de M. Alfred St. Laurent, comme conseiller de la municipalité du village du Lac-au-Saumon, et de le nommer de nouveau, à la même charge, en vertu de l'article 327 du code municipal. 875

Proclamations

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }

[L. S.]

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, }
Assistant Procureur Général. } ATTENDU que
suppléant. } M. C. N. Hamel,
secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, dans le comté de Lévis, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Sainte-Hélène de Breakeyville qui est un démembrement de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le comté de Lévis, comprend toute la concession Saint-Augustin de cette dernière paroisse, et est bornée comme suit, savoir :

Vers le nord-ouest, par la concession Beaulieu No 1 ; vers le nord et le nord-est, par la concession Beaulieu No 2 ; vers l'est, par la concession Beaulieu nord-ouest ; vers le sud-est, par la concession Beaulieu sud-est et la paroisse de Saint-Lambert ; vers le sud-ouest et l'ouest, par la rivière Chaudière.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, ci-dessus décrites :

mission dated the twelfth of February, 1909, Messrs. Gilbert Desjardins, bourgeois, Joseph Aldéric Joly, merchant and grocer, Edmond Belanger, ex farmer, François Leonard, bourgeois, Leonidas Desjardins, joiner, Pascal Adélaide Longpré, notary, Cyrille Taillefer, Cyrille Joly, Arthur Filiatrault, Donat Ouimet, farmers, of the parish of Saint Rose, commissioners of the said court. 886

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 16th of February, 1909, to appoint Messrs. Charles Poulin, son of Augustin, and Alfred Bégin, councillors of the municipality of part of the townships of Shenley, Dorset, Jersey and Marlow, county of Beauce under the provisions of article 340 of the municipal code. 890

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 15th of February, 1909, to revoke the appointment of Mr. Alfred St. Laurent, as councillor of the municipality of the village du Lac-au-Saumon, under article 329 of the municipal code, and to reappoint him, to the same office, in virtue of article 327 of the said municipal code. 876

Proclamations

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, }
Acting Assistant Attorney } WHEREAS C.
General. } N. Hamel,
esq., secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Sainte-Hélène-de-Breakeyville, in the county of Lévis, in the said Roman Catholic Diocese, to be as follows, that is to say :

The parish of Sainte-Hélène de Breakeyville which is a dismemberment of the parish of Saint Jean Chrysostôme, in the county of Lévis, comprises all the concession Saint Augustin of this latter parish, and is bounded as follows :

On the north west, by the concession Beaulieu No. 1 ; on the north and the north east, by the concession Beaulieu No. 2 ; on the east, by the concession Beaulieu north west ; on the south east, by the concession Beaulieu south east and the parish of Saint Lambert ; on the south west and west, by the Chaudière river.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Sainte-Hélène de-Breakeyville aforesaid ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Sainte-Hélène de Breakeyville décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des auidits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce ONZIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.]

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

883

Canada,
Province de }
Québec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Assistent-Procureur-Général
suppléant.

ATTENDU que dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" ET ATTENDU que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Blanche".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Blanche", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Jules Allard, Notre Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au lieutenant-gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton "Blanche", situé sur la côte nord du golfe Saint-Laurent, dans le comté de Saguenay, est borné au nord par les terres vacantes de la

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Sainte-Hélène de Breakeyville to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ; WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this ELEVENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

884

Canada
Province of }
Quebec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Acting Deputy Attorney
General.

WHEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled : "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ;" AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Blanche".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Blanche", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Jules Allard, Our Minister of Lands and Forests, in Our said province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said province, to wit :

The township "Blanche", situate on the north shore of the gulf of Saint Lawrence, in the county of Saguenay, is bounded on the north by the wild lands

Couronne, au sud par le golfe Saint-Laurent, à l'est par le canton Rochemonteix (projeté), et à l'ouest par la rivière à la Truite; son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant du point où la rive du golfe Saint-Laurent se confond avec la rive gauche de la rivière à la Truite, à la baie de Moisie, cette dernière rive, en remontant la rivière, jusqu'à un point situé dans le prolongement de la limite nord du canton Moisie; de là, ce prolongement, dans la direction de l'est astronomique, sur une longueur de cinq cent cinquante (550) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la limite est du dit canton "Blanche" devant être tirée dans la direction du nord astronomique, à partir du point le plus au nord d'une baie du dit golfe Saint-Laurent située à environ cent dix (110) chaînes au nord-ouest de la pointe appelée "Blaskowitz Point", et à environ trois cent soixante (360) chaînes à l'est de la "Pointe Saint-Charles"; de là, la dite limite est, sud astronomique, sur une longueur de mille quatre-vingt (1080) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la dite rive du golfe Saint-Laurent; de là enfin, cette rive, dans une direction générale ouest, jusqu'au point de départ.

Toutes les îles de la partie de la rivière à la Truite qui forme la limite ouest, ainsi que celles du golfe Saint-Laurent au-devant du territoire ci-dessus décrit font partie du dit canton.

Le dit territoire ainsi délimité, y compris les dites îles, couvre une étendue de soixante-six mille (66,000) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarations et ordonnances par les présentes que le SIXIEME jour du mois de MARS prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit SIXIEME jour du mois de MARS prochain, un canton sous le nom du canton "Blanche", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Blanche", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

of the Crown, on the south by the gulf of Saint Lawrence, on the east by the township of Rochemonteix (projected), and on the west by Trout river; its perimeter may be described as follows, to wit :

Starting at the point where the shore of the gulf of Saint Lawrence is joined to the left bank of the Trout river, to the bay of Moisie, this latter bank, in ascending the river, to a point situate in the prolongation of the northern limit of the township Moisie; thence, this prolongation in the direction astronomically east, for a length of five hundred and fifty (550) chains, more or less, to the eastern limit of the township "Blanche", to be drawn in the direction astronomically north, starting from the most northerly point of a bay of the said gulf of Saint Lawrence situate at about one hundred and ten (110) chains to the north west of the point called "Blaskowitz Point", and at about three hundred and sixty (360) chains to the east of "Point Saint Charles"; thence, the said eastern limit, astronomically south, for a length of one thousand and eighty (1080) chains, more or less, to the said shore of the gulf of Saint Lawrence; thence finally, this shore, in a general western direction, to the point of departure.

All the islands of the part of Trout river which form the western limit, as well as those of the gulf of Saint Lawrence in front of the territory hereabove described form part of the said township.

The said territory thus bounded, including the said islands has an area of sixty six thousands (66,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the SIXTH day of the month of MARCH next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said SIXTH day of the month of MARCH next, a township under the name of the township "Blanche", for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, all incorrect names or any other imperfections or omission respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Blanche", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this THIRTEENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, in the ninth year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour du mois de FEVRIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au VINGTIÈME jour du mois de FEVRIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni en Notrevous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit VINGTIÈME jour de FEVRIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoins, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

27

Avis du Gouvernement

La compagnie "Canadian Oil Companies, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Aaron E. Gallagher, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 12 février 1909.

851

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of FEBRUARY next—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of FEBRUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to prorogue it to the SECOND day of the month of MARCH next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Quebec, on the said TWENTIETH day of FEBRUARY next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the SECOND day of the month of MARCH next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

28

Government Notice

"The Canadian Oil Companies, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Aaron E. Gallagher, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 12th February, 1909.

852

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 12 février 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu que l'article 229 de la Loi des Assurances de Québec, 8 Ed. VII, ch. 69, prescrit qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en Conseil de faire et amender, de temps à autre, le tarif des droits et honoraires qu'il peut juger à propos de déclarer payables :

(a) Sur la constitution en corporation des compagnies d'assurance à fonds social ;

(b) Sur les permis accordés aux compagnies d'assurance, aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés charitables formées par la province ;

(c) Sur les permis accordés aux compagnies d'assurance, aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés charitables, non autorisées en vertu d'un permis émis en conformité de la loi des assurances du Canada ;

(d) Sur le certificat d'enregistrement des compagnies d'assurance, des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables, tenant leurs pouvoirs d'une loi de la Puissance du Canada ou d'une autorisation émise en vertu de la loi des assurances du Canada ;

(e) Et, en général, sur tous permis et certificats d'enregistrement ordonnés par la présente loi et sur tous services se rattachant à la mise en opération de la présente loi.

Il est ordonné que le tarif suivant des droits et honoraires en rapport à l'administration de la dite Loi des Assurances de Québec soient et sont par le présent établis et sont payables au trésorier de la province, savoir :

A. Honoraires pour l'incorporation par lettres patentes de compagnies d'assurance :

1° Lorsque le capital-actions est de \$900,000, ou plus, jusqu'à \$1,000,000, l'honoraire est de.....	\$450 00
2° Lorsque le capital-actions est de \$700,000, ou plus, et moins que \$900,000, l'honoraire est de.....	425 00
3° Lorsque le capital-actions est de \$500,000, ou plus, et moins que \$700,000, l'honoraire est de.....	375 00
4° Lorsque le capital-actions est de \$300,000, ou plus, et moins que \$500,000, l'honoraire est de.....	325 00
5° Lorsque le capital-actions est de \$200,000, ou plus, et moins que \$300,000, l'honoraire est de.....	275 00
6° Lorsque le capital-actions est de \$100,000, ou plus, et moins que \$200,000, l'honoraire est de.....	225 00
7° Lorsque le capital-actions est de \$25,000, ou plus, et moins que \$100,000, l'honoraire est de.....	180 00

8° Lorsqu'une demande est faite pour augmenter le capital-actions, l'honoraire est calculé sur le montant actuel de l'augmentation du capital-actions, et l'honoraire payable est le même que celui payable sur lettres patentes pour l'incorporation d'une compagnie, dont le capital-actions est du même montant que la dite augmentation ;

9° Sur demande de lettres patentes supplémentaires autres que celles pour l'augmentation de capital-actions, l'honoraire est de 50% du montant exigible comme l'honoraire sur l'incorporation de la compagnie.

B.—Honoraires exigibles des compagnies d'assurance autorisées par la province :

1° Pour enregistrement et production des documents requis par les articles 2, 3, 4, 16, 23, 29, 94 et 101 de la loi des assurances de Québec.....	\$ 10 00
2° Pour production de procuration en vertu de l'article III de la Loi des Assurances de Québec.....	\$ 5 00
3° Demande pour changer le nom et le bureau principal.....	10 00

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 12th February, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas article 229 of the Quebec Insurance Act, 8 Ed. VII, ch. 69, provides that it shall be lawful for the Lieutenant Governor in Council to make and amend, from time to time, a tariff of the dues and fees he may deem advisable to establish as payable :

(a) On the incorporation of joint stock insurance companies ;

(b) On licenses granted to insurance companies, mutual benefit associations and charitable societies, incorporated by the province ;

(c) On licenses granted to insurance companies, mutual benefit associations and charitable societies, not licensed under the Insurance Act of Canada ;

(d) On the certificate of registration of insurance companies, mutual benefit associations and charitable societies, deriving their powers from an act of the Dominion of Canada or from an authorization issued under the Insurance Act of Canada ;

(e) And generally on all licenses and certificates of registration ordered by this act and all services connected with the carrying out of this act.

It is ordered that the following tariff of dues and fees in connection with the administration of the said Quebec Insurance Act be and are hereby established and are payable to the Provincial Treasurer, viz :

A.—Fees for the incorporation by letters patent of insurance companies :

1. When the capital stock is \$900,000 or more, up to \$1,000,000, the fee is....	\$450 00
2. When the capital stock is \$700,000, or more, and less than \$900,000, the fee is.....	425 00
3. When the capital stock is \$500,000, or more, and less than \$700,000, the fee is.....	375 00
4. When the capital stock is \$300,000, or more, and less than \$500,000, the fee is.....	\$ 325 00
5. When the capital stock is \$200,000, or more, and less than \$300,000, the fee is.....	275 00
6. When the capital stock is \$100,000, or more, and less than \$200,000, the fee is.....	225 00
7. When the capital stock is \$25,000, or more, and less than \$100,000, the fee is.....	180 00

8. When a demand is made for an increase of the capital stock, the fee is calculated on the actual amount of the increase of the capital stock, and the fee payable is the same as that payable on letters patent for the incorporation of a company, of which the capital stock is of the same amount as the said increase ;

9. On a demand for Supplementary Letters Patent, other than those for the increase of the capital stock, the fee is 50% of the amount exigible as the fee on the incorporation of the company.

B.—Fees exigible from Insurance Companies licensed by the province :

1. For recording and filing the documents required by articles 2, 3, 4, 16, 23, 29, 94 and 101 of the Quebec Insurance Act.....	\$ 10 00
2. For filing Power of Attorney under article III, of the Quebec Insurance Act.....	5 00
3. Application for change of name or of head office.....	10 00

4° Pour permis initial pour faire des affaires :	
Compagnie à fonds-social.....	100 00
Compagnie d'Assurance Mutuelle au comptant.....	50 00
Mutuelle.....	25 00
5° Pour chaque renouvellement annuel de permis :	
Compagnie à fonds-social.....	50 00
Compagnie d'Assurance Mutuelle au comptant.....	25 00
Mutuelle.....	5 00
6° Pour chaque permis supplémentaire :	
Initial.....	20 00
Renouvellement.....	10 00
7° Pour production des états annuels :	
Compagnie à fonds-social.....	5 00
Compagnie d'Assurance mutuelle au comptant.....	5 00
8° Reprise de permis après suspension..	15 00
9° Sur permis spécial mentionné dans l'article 23 de la Loi des Assurances de Québec.....	10 00
C.—Honoraires exigibles des sociétés de secours mutuel et des sociétés charitables constituées par cette province :	
1° Sur chaque permis autorisant à faire des affaires.....	\$ 25 00
2° Sur changement de nom ou de bureau principal.....	10 00
3° Sur reprise de permis après suspension..	10 00
D.—Honoraires exigibles des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables, constituées par une autre province du Canada et non autorisées par permis émis en conformité de la loi des assurances du Canada :	
1° Pour permis initial autorisant à faire des affaires.....	\$ 50 00
2° Pour reprise de permis après suspension.....	10 00
3° Sur production de procuration mentionnée dans l'article III de la loi des assurances de Québec.....	5 00
4° Sur production de changement de procuration.....	5 00
5° Sur renouvellement de chaque permis..	10 00
E.—Honoraires exigibles des compagnies d'assurance tenant leurs pouvoirs d'une loi de la puissance du Canada ou d'une autorisation émise en vertu de la loi des assurances du Canada :	
1° Sur demande d'enregistrement initial..	\$ 5 00
2° Sur production de procuration dans le cas d'une compagnie étrangère.....	5 00
3° Sur production de changement de procuration.....	5 00
4° Sur chaque certificat d'enregistrement..	150 00
5° Sur reprise d'enregistrement après suspension.....	25 00
F.—Honoraires exigibles des compagnies faisant des affaires en vertu des articles 86 et 87 de la loi des assurances du Canada :	
1° Sur demande d'enregistrement initial...	\$ 5 00
2° Sur production de procuration par compagnie étrangère.....	5 00
3° Sur production de changement de procuration.....	5 00
4° Sur tout certificat d'enregistrement....	100 00
5° Sur reprise d'enregistrement après suspension.....	20 00
G.—Honoraires exigibles des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables tenant leurs pouvoirs d'une autorisation émise en vertu de la loi des assurances du Canada :	
1° Sur certificat initial d'enregistrement..	\$ 25 00
2° Sur renouvellement de chaque certificat	10 00
3° Sur production de procuration mentionnée dans l'article III de la loi des assurances de Québec.....	5 00
4° Sur production de changement de procuration.....	5 00
5° Sur reprise de certificat d'enregistrement après suspension.....	10 00

4. For initial license to do business :	
Joint Stock Company.....	100 00
Cash Mutual Company.....	50 00
Mutual.....	25 00
5. For each annual renewal of license :	
Joint Stock Company.....	50 00
Cash Mutual Company.....	25 00
Mutual.....	5 00
6. For each supplementary license :	
Initial.....	20 00
Renewal.....	10 00
7. For filing annual statements :	
Joint Stock Company.....	5 00
Cash Mutual Company.....	5 00
8. On reviver of license after suspension..	15 00
9. On special license mentioned in article 23, of the Quebec Insurance Act.....	10 00
C.—Fees exigible from Mutual Benefit Associations and Charitable Associations constituted by this province :	
1. On each license authorizing to do business.....	\$ 25 00
2. On change of name or of head office....	10 00
3. On revivor of license after suspension..	10 00
D.—Fees exigible from Mutual Benefit Associations and charitable associations, constituted by another province of Canada and not authorized by license issued in conformity with the insurance act of Canada :	
1. For initial license authorizing to do business.....	\$ 50 00
2. For revivor of license after suspension..	10 00
3. On filing power-of-attorney mentioned in article III of the Quebec Insurance Act.....	5 00
4. On filing change of power-of-attorney..	5 00
5. On renewal of each license.....	10 00
E.—Fees exigible from Insurance Companies deriving their powers from a law of the Dominion of Canada or from an authorization issued in virtue of the Insurance Act of Canada :	
1. On application for initial registry.....	\$ 5 00
2. On filing power-of-attorney in the case of a foreign company.....	5 00
3. On filing a change of power of attorney..	5 00
4. On every certificate of registry.....	150 00
5. On revivor of registry after suspension..	25 00
F.—Fees exigible from companies doing business in virtue of articles 86 and 87 of the Insurance Act of Canada :	
1. On application for initial registry.....	\$ 5 00
2. On filing power of attorney by foreign company.....	5 00
3. On filing change of power of attorney..	5 00
4. On every certificate of registry.....	100 00
5. On revivor of registry after suspension..	20 00
G.—Fees exigible from Mutual Benefit Associations and Charitable Associations deriving their powers from an authorization issued in virtue of the Insurance Act of Canada :	
1. On initial certificate of registry.....	\$ 25 00
2. On renewal of each certificate.....	10 00
3. On filing power of attorney mentioned in article III of Quebec Insurance Act..	5 00
4. On filing change of power of attorney..	5 00
5. On revivor of certificate of registry after suspension.....	10 00

H.—Honoraires exigibles sur toutes copies :

1° Sur décision du trésorier.....	\$ 1 00
2° Sur chaque copie certifiée d'un certificat d'enregistrement.....	1 00
3° Sur chaque copie certifiée d'un permis.....	1 00
4° Sur chaque copie certifiée d'un entrée dans le registre.....	0 50
5° Sur production d'un certificat d'incorporation ou tout autre document requis par la loi des assurances de Québec, non spécialement prévu.....	1 00
6° Sur l'émission d'un permis en vertu de l'article 132 de la loi des assurances de Québec.....	2 00

Dans les cas de corporations, compagnies, assurés ou assureurs et agents d'assurance entreprenant ou faisant les affaires d'assurance maritime océanique seulement et aussi dans le cas de corporations, compagnies, assurés ou assureurs et agents d'assurance, dans l'intention du paragraphe A de l'article 4 ou de l'article 77 de la loi des assurances du Canada, ou dans l'intention du paragraphe 6 de l'article 110 de la loi des assurances de Québec, l'honoraire exigible pour chaque certificat d'enregistrement sera de \$10.00.

L'honoraire exigible sur chaque certificat d'enregistrement temporaire émis en vertu de l'article 116 de la loi des assurances de Québec est en proportion au montant exigible pour le certificat d'enregistrement et en proportion au temps pour lequel il est émis.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

871

La compagnie "Otisse-Currie Consolidated Silver Mines, Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autre valeur.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Joseph P. Beaudoin, comptable, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,

909

Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES.

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de "Société de Colonisation d'Hochelaga", par certificat en date du 10 février 1909, enregistré au bureau du registraire de la province, le 11 février 1909.

Les officiers de la société sont Messieurs E. Bresser, président ; X. Couturier, vice président ; J. H. Trudel, secrétaire-trésorier, et A. Béland, A. Langlais, S. Daudelin et N. Fagnant, tous membres du conseil d'administration.

Le siège des affaires de la dite société est à Escourt, dans le comté de Témiscouata.

C. R. DEVLIN,
Ministre de la Colonisation,
des Mines et des Pêcheries.

Québec, 13 février 1909.

873

No 2100.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi scolaire, le Surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'on lui a demandé de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cyprien, dans le comté de Napierville, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cyprien, les Nos 157 et suivants jusqu'à 260 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Blaise, dans le comté de Saint-Jean.

867

H.—Fees exigible on all copies :

1. Of the decision of the treasurer.....	\$ 1 00
2. On each certified copy of a certificate of registry.....	1 00
3. On each certified copy of a license.....	1 00
4. On each certified copy of an entry on register.....	0 50
5. On filing of a certificate of incorporation of any other document required by the Quebec Insurance Act, not specified specially foreseen.....	1 00
6. On the issue of a licence in virtue of article 132 of the Quebec Insurance Act.....	2 00

In the case of corporations, companies, insurers, or underwriters and insurance agents, undertaking or transacting ocean marine insurance only and also in case of corporations, companies, insurers or underwriters and insurance agents, within the intent of paragraph A of article 4, or of article 77 of the Insurance Act of Canada, or within the intent of paragraph 6 of article 110 of the Quebec Insurance Act, the fee exigible for each certificate of registry shall be \$10.00.

The fee exigible on each temporary certificate of registry issued in virtue of article 116 of the Quebec Insurance Act, is in proportion to the amount exigible for the certificate of registry and in proportion to the period of time for which it is issued.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

872

The "Otisse-Currie Consolidated Silver Mines, Limited Company" has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph P. Beaudoin, accountant, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,

910

Deputy Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND FISHERIES.

Public notice is given that a colonization society has been established under the name of "Société de Colonisation d'Hochelaga", by certificate dated the 10th February, 1909, registered at the office of the registrar of the province, the 11th February, 1909.

The officers of the society are Messrs. E. Bresser, president ; X. Couturier, vice-president ; J. H. Trudel, secretary-treasurer, and A. Béland, A. Langlais, S. Daudelin and N. Fagnant, all members of the board of management.

The seat of business of the said society is at Escourt, in the county of Témiscouata.

C. R. DEVLIN,
Minister of Colonization,
Mines and Fisheries.

Québec, 13th February, 1909.

874

No. 2100.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION, QUEBEC.

Pursuant of the provisions of article 98 of the school act, the Superintendent of Public Instruction gives notice, that he has been requested to detach from the school municipality of Saint Cyprien, in the county of Napierville, the properties bearing on the official cadastre of the parish of Saint Cyprien, the Nos. 157 and up to 260 inclusively, and to annex them to the school municipality of Saint Blaise, in the county of Saint Jean.

868

No 3404.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, QUÉBEC.

En vertu des dispositions de l'article 98 de la loi scolaire, le Surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'on lui a demandé l'érection de la nouvelle paroisse de Saint-Fabien de Panet, dans le comté de Montmagny, en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Panet", comprenant les rangs 1, 2 et 3 du canton Panet, les rangs 6, 7, 8, 9 et 10 du canton Talon, et les rangs 6 et 7 du canton Rolette, moins, toutefois, les lots ayant les numéros 36 et suivants jusqu'à 46 inclusivement de ces deux derniers rangs.

865

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes supplémentaires ont été accordées sous le grand sceau de la province de Québec, par lesquelles le nom de la compagnie "The Victoria Clothing & Overall Company" a été changé par celui de "The Victoria Clothing Company".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de février 1909.

887

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1909, constituant en corporation MM. James Morrison, plâtrier et entrepreneur, John Morrison, entrepreneur, William Morrison, entrepreneur, de la cité de Westmount, William Wallace Alexander Macintyre, plâtrier, et Albert M. Williams, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Faire les affaires de plâtriers et entrepreneurs ; acheter, vendre, manifester et faire le commerce de toute sorte de matériaux employés dans les travaux de plâtrage ou y ayant rapport en aucune manière, y compris la manufacture de l'imitation de marbre ; prendre des contrats de plâtrage ; ériger des bâtiments, faire le commerce d'immeubles, les hypothéquer et accepter des hypothèques sur iceux, et en général faire toutes choses ayant rapport ou nécessaires à la mise en opération effective des susdits buts et objets, sous le nom de "The John Morrison & Son Company", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de février 1909.

881

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de février 1909, constituant en corporation MM. William Edward Elmore, de la cité de Westmount, courtier, Fred. Leslie Monk, entrepreneur, Walter George Mitchell, avocat, René Chenevert, avocat, et Maurice Tétreau, étudiant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer des chaussures de caoutchouc et de cuir de toute description, et manifester, acheter, importer, exporter, vendre et faire le commerce de cuir, caoutchouc et autres produits d'iceux, et tous les articles, ingrédients, composés en aucune manière ayant rapport ou appartenant à iceux ;

Faire les affaires de manufacturiers et commer-

No. 3404.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION, QUEBEC.

In virtue of the provisions of article 98 of the school act, the Superintendent of Public Instruction gives notice that he has been requested to erect the new parish of Saint Fabien de Panet, in the county of Montmagny, into a district school municipality, under the name of "Panet", comprising the ranges 1, 2 and 3 of the township Panet, the ranges 6, 7, 8, 9 and 10 of the township Talon, and the ranges 6 and 7 of the township Rolette minus, however, the lots bearing the numbers 36 and up to 46 inclusively of the two latter ranges.

866

Public notice is hereby given that, under The Quebec Companies' Act, 1907, supplementary letters patent have been granted under the great seal of the province of Quebec, by which the name of "The Victoria Clothing & Overall Company" has been changed to that of "The Victoria Clothing Company".

Dated at the office of the secretary of the province, this thirteenth day of February, 1909.

888

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1909, incorporating Messrs. James Morrison, plasterer and contractor, John Morrison, contractor, William Morrison, contractor, of the city of Westmount, William Wallace Alexander Macintyre, plasterer, and Albert M. Williams, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To carry on business of plasterers and contractors ; to buy, sell, manufacture and deal in every description of material used in, or in any way connected with, plastering work, including the manufacture of imitation marble ; to take plastering contracts ; to erect buildings, to deal in real estate, hypothecate the same and accept hypothecs thereon, and generally to do all things incidental to, or necessary for, the effective carrying out of the purposes and objects aforesaid, under the name of The John Morrison & Son Company, with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this thirteenth day of February, 1909.

882

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1909, incorporating Messrs. William Edward Elmore, of the city of Westmount, broker, Fred. Leslie Monk, contractor, Walter George Mitchell, advocate, René Chenevert, advocate, and Maurice Tétreau, student, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture rubber and leather footwear of every description and to manufacture, purchase, import, export, sell and deal in leather, rubber and all other products thereof and all goods ingredients compounds in any way relating or appertaining thereto ;

To carry on the business of manufacturers of and

cants de chaussures en caoutchouc et tous les articles dont le caoutchouc en forme partie, et de tous les produits indirects d'iceux, et manufacturer, vendre et faire le commerce d'effets, articles et marchandises qui peuvent être avantageusement manufacturés, vendus et négociés conjointement avec tels effets ;

Faire les affaires en général de tannerie, et acheter, vendre et faire le commerce de tout produit matériel brut y ayant rapport ;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, importer, exporter et faire le commerce de machines de toute sorte en rapport à la manufacture de chaussures, caoutchoucs, semelles, formes et toute sorte de chaussures de cuir, caoutchouc, feutre et drap ;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toute sorte de cirage, polissage, vernis, attaches et autres articles de marchandises y ayant rapport ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des patentes, droits de patentes, licences, inventions, marques de commerce, noms de commerce et demandes en suspens, et de les payer en argent ou en actions complètement payées, bons ou autres garanties de la compagnie ;

Demander, acquérir, posséder, vendre, céder, louer, hypothéquer ou acquérir autrement des droits de patente, licences, inventions, marques de commerce, noms de commerce et demandes en suspens d'iceux, ayant rapport ou utiles à toutes affaires de la compagnie, en disposer ;

Employer, manufacturer, vendre ou octroyer des licences sous toutes patentes possédées ou contrôlées par la compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles et la clientèle, franchises, droits, privilèges, contrats et actif de toute sorte, utiles ou en rapport aux affaires de la compagnie, et de les payer en argent ou en actions payées, bons ou autres garanties de la compagnie ou autrement tel qu'il peut être convenu, et de vendre ou faire le commerce autrement avec le tout ou aucune partie d'iceux, et en disposer ;

Acquérir, tenir et posséder des actions dans toute autre corporation faisant les affaires de même nature ou ayant rapport aux susdits objets et de les payer soit en argent ou émettre des actions complètement payées de la compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux ou autrement tel qu'il peut être convenu, et de vendre ou faire autrement le commerce d'iceux ;

S'amalgamer avec toute autre personne, société ou corporation ayant les mêmes buts que les susdits objets ;

Hypothéquer, garantir, vendre, louer aucun des immeubles de la compagnie ou en disposer ;

Acquérir, posséder et mettre en opération tel pouvoir moteur qui peut être jugé nécessaire en rapport aux affaires de la compagnie ;

Manufacturer ou acquérir autrement et employer des machines et pouvoir moteur pour éclairage, chauffage et pour les fins de moteur ou autrement en rapport aux affaires de la compagnie ;

Faire toutes autres affaires semblables soit de manufacturer, vendre, emmagasiner, mettre en dépôt ou autrement, qui peuvent être jugées utiles ou avantageuses pour faire les affaires de la compagnie ;

Prendre, acquérir posséder des garanties de toute nature et espèce meubles et immeubles pour dettes, engagements ou obligations à la compagnie ;

Agir comme agent pour toute personne, compagnie ou corporation faisant en aucune manière des affaires semblables ou qui peuvent être combinées avec les affaires couvertes par les susdits objets ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires y ayant rapport ou en aucune manière ayant rapport aux susdits objets directement ou indirectement, ou pour l'exécution des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée ;

Les opérations de la compagnie se feront dans

dealers in rubber boots and shoes and all the articles of which rubber forms a part and in all the by-products thereof, and to manufacture, sell and deal in goods, wares and merchandises which can be advantageously be manufactured sold and dealt in conjunction with such goods ;

To carry on a general tannery business, and to buy, sell and deal in all produce and raw material incidental thereto ;

To manufacture, buy, sell, lease, import, export and deal in machinery of all kinds in connection with or incidental to the manufacture of boots, shoes, rubbers, soles, lasts and all kinds of leather, rubber, felt and cloth footwear ;

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in all kinds of blacking, polishes, varnishes, fasteners and other articles of merchandises incidental thereto ;

To acquire by purchase, lease or otherwise patents, patent rights, licenses, inventions, trade marks, trade names, and pending applications and to pay for the same in cash or fully paid up shares, bonds or other securities of the company.

To apply for, acquire, hold, sell, assign, lease, mortgage or otherwise, acquire and dispose of patents rights, licenses, inventions, trade marks, trade names and pending applications therefor, relating to or useful in connection with any business of the company ;

To use, manufacture, sell or grant licenses under any patents owned or controlled by the company ;

To acquire, by purchase, lease or otherwise, property real or personal and the good will, franchises, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind, useful or incidental to the business of the company, and to pay for the same in cash or paid up shares, bonds or other securities of the company or otherwise as may be agreed upon, and to sell and dispose of or otherwise deal with the whole or any portion of the same ;

To acquire, hold and own shares in any other corporation doing business of a like nature or incidental to the foregoing and to pay for the same either in cash or to issue fully paid up shares of the company in payment or part payment therefor or otherwise as may be arranged, and to sell or otherwise deal with the same ;

To amalgamate with and other individual, firm or corporation having objects similar to the foregoing ;

To mortgage, hypothecate, pledge, sell, let or dispose of any of the immoveable property of the company ;

To acquire, own and operate such motive power as may be deemed necessary in connection with or incidental to the business of the company ;

To manufacture, or otherwise acquire and use machinery and motive power for lighting, heating and motor purposes or otherwise in connection with or incidental to the business of the company ;

To carry on any other similar business whether manufacturing, selling, warehousing, storing or otherwise which may be deemed useful or advisable to carry on in connection with the business of the company ;

To take, acquire and hold securities of any and every nature and kind real and personal for debts, liabilities or obligations to the company ;

To act as agent for any individual, company or corporation carrying on a business in any way similar to or can be conveniently combined with the business covered by the foregoing ;

To do all acts and exercise all powers and to carry on all business incidental to or in any way relating to the foregoing directly or indirectly, or for the proper fulfilment of the objects for which this company is incorporated ;

The operations of the company to be carried on

toute la province de Québec et ailleurs, sous le nom de "Life Saver Boot and Shoe Company of Canada", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en vingt-cinq mille (25,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1909.

JOS. BOIVIN,

855

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16 février 1909, constituant en corporation MM. Etienne Dussault, Etienne Dussault, junior, et Horace Dussault, entrepreneurs, Edward Gerald Gorman, comptable, Eugène Olivier Taschereau, notaire, tous de la ville de Lévis, dans le but suivant, savoir :

Acquérir les propriétés, la clientèle, les contrats, et en général tout l'actif de la société Etienne Dussault & Cie, et continuer ses opérations et ses travaux, faire toutes espèces d'entreprises de constructions de quais, jetées, digues, de lignes de chemins de fer, de télégraphe, de téléphone, de pouvoirs hydrauliques, d'aqueducs, d'améliorations de rivières et de havres, exploiter des moulins à scies, à planer et à manufacturer le bois, faire le commerce de bois, tant de bois de construction que de bois de commerce, et en général faire le commerce de contracteurs et d'entrepreneurs de toutes espèces de travaux publics et privés, ainsi que toutes opérations accessoires à ceux et s'y rattachant, sous le nom de "Compagnie Etienne Dussault", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Lévis.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de février 1909.

JOS. BOIVIN,

907

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29 janvier 1909, constituant en corporation MM. Frederick Harcourt et Lorenzo John Dunbar, marchands, P. Bennett Conran, courtier, Robert Forrest Ogilvy, ingénieur civil, Auguste Léonce Rinfret, courtier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Manufacturer, acheter et vendre toute sorte de papeteries, y compris des livres reliés ;

Acheter, vendre et manufacturer des machines à écrire et toute sorte de fournitures pour les dactylographes et agir comme agents pour ceux ;

Réparer et améliorer les machines à écrire, machines, matériaux et articles de toute sorte qui peuvent être employés pour les fins des affaires mentionnées ou pouvant être requis par les clients de toutes telles affaires ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer sur royauté ou acquérir autrement et tenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire et vendre, céder toutes marques de commerce, noms, patentes d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement utiles aux affaires de la compagnie et employer, exercer, développer, octroyer des licences y ayant rapport ou autrement, mettre à profit toutes telles marques de commerce et inventions, ou en disposer autrement ;

Faire des arrangements pour le partage des profits, union d'intérêts ou coopération avec toute

throughout the province of Quebec and elsewhere, under the name of "Life Saver Boot and Shoe Company of Canada", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into twenty five thousand (25,000) shares, of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation in this province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of February, 1909.

JOS. BOIVIN,

856

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1909, incorporating Messrs. Etienne Dussault, Etienne Dussault, junior, and Horace Dussault, contractors, Edward Gerald Gorman, accountant, Eugène Olivier Taschereau, notary, all of the town of Lévis, for the following purpose, namely :

To acquire the property, custom, contracts and the assets in general of the partnership "Etienne Dussault & Cie" and continue such operations and works, undertake any building of wharves, piers, dams, railway, telegraph, telephone lines, water-powers, water works, river and harbor improvements, operate saw, planing and lumber mills, do a lumber business, both in building and the trade lumber, and in general do a building and contracting business for all kinds of public and private works, as well as all operations accessory or incidental thereto, under the name of "Compagnie Etienne Dussault", with a total capital of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00) divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the town of Lévis.

Dated from the provincial secretary office, this sixteenth day of February, 1909.

JOS. BOIVIN,

908

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1909, incorporating Messrs. Frederick Harcourt and Lorenzo John Dunbar, merchants, P. Bennett Conran, broker, Robert Forrest Ogilvy, civil engineer, August Léonce Rinfret, broker, of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To manufacture, buy and sell all kinds of stationery, including bound books ;

To buy, sell and manufacture typewriting machines and all kinds of typewriter's supplies and to act as agents for the same ;

To repair and alter typewriters, machinery materials and articles of all kinds which shall be capable of being used for the purpose of any business herein mentioned or likely to be required by customs or any such business ;

To apply for, obtain, register, purchase lease on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, names, patents of invention, improvements and process under registration or otherwise useful to the business of the company and to use, exercise, develop, grant licence in respect of or otherwise turn to account any such trade marks and invention ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests or co-operation with any

autre personne ou compagnie et de promouvoir, assister ou aider et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire, alliée ou autre compagnie faisant les mêmes affaires que celles de cette compagnie;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires avec objets semblables que ceux de la compagnie, ensemble avec bâties, machines, stock de commerce, clientèle et actif en général, prendre en tout ou en partie les engagements de telles affaires et payer pour iceux en tout ou en partie, en bons, débetures et stock payé de la compagnie et les vendre, louer ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre, échanger des actions, stock, débetures ou garanties de toute corporation faisant des affaires avec des objets semblables à ceux de la compagnie, ou en disposer;

Acheter, acquérir, posséder, employer, louer, hypothéquer des immeubles et bâties, matériel, machines nécessaires et en rapport aux affaires de la compagnie, ou en disposer autrement;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée.

Les opérations de la compagnie seront faites dans toute la Puissance du Canada et ailleurs, sous le nom de "The Perpetual Ledger Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février 1909, constituant en corporation MM. J. Alexander Smith, commis, de la ville de Saint-Lambert, F. Edmund M. Smith, commis, Charles Egbert Huston, commis, A. George Brooke Claxton, Conseil du Roi, et Thomas Reginald Ker, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles dans la province de Québec :

Faire, bâtir, construire aucun et tous les travaux publics et privés, entreprises, constructions et opérations, maisons d'habitation, manufactures, magasins et autres bâties ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux, et en disposer et développer, améliorer, exploiter et tracer toutes telles propriétés en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement ;

Vendre les dits immeubles sur le plan de versement ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Aider la construction et entretien ou construire ou maintenir des égouts, chemins, rues, aqueducs et autres travaux ou améliorations propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et profitable ;

Prendre et tenir des hypothèques, garanties, prêts et charges pour garantir le paiement de toute balance non-payée du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou avancée pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stocks, débetures, bons ou autres garan-

other person or company, and to promote assist in promoting and become shareholder in any subsidiary, allied or other company, carrying on a business similar to that of this company ;

To purchase or otherwise acquire any business with objects similar to those of the company together with buildings, machinery, stock in trade good will and assets generally, to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or paid up stock of the company and, to sell, lease or otherwise dispose of same or any part thereof ;

To acquire, hold, lease, pledge, mortgage, sell, exchange or dispose of shares, stock, debentures or securities of any corporation, carrying on business with objects similar to those of the company ;

To purchase, acquire, hold, use, lease mortgage or otherwise dispose of real estate and buildings, plant machinery necessary and incidental to the business of the company ;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated ;

The operations of the company to be carried on throughout the Dominion of Canada and elsewhere under the name of "The Perpetual Ledger Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty ninth day of January, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of February, 1909, incorporating Messrs. J. Alexander Smith, clerk, of the town of Saint Lambert, F. Edmund M. Smith, clerk, Charles Egbert Huston, clerk, A. George Brooke Claxton, King's Counsel, and Thomas Reginald Ker, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To acquire by purchase, lease and otherwise, and to hold and own real estate (immovables) in the province of Quebec ;

To make, build and construct any and all public and private works, undertakings, constructions and operations, dwelling houses, factories, shops and other buildings ;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, exploit, and lay out any such property in the streets, lanes, squares, lots or otherwise ;

To sell said property on the instalment plan or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or tenants of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

To aid in the construction and maintenance, or to construct or to maintain sewers, roads, streets, waterworks or other works of improvements calculated to render to the company's property more accessible and profitable ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of any unpaid balance of the purchase price of any property sold by the company or advanced for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, bonds or other

ties dans aucune autre compagnie ayant des objets semblables de quelque manière que ce soit à ceux de cette compagnie et en disposer autrement ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, et accepter des actions, bons, stock ou autres garanties de toute autre compagnie ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir et posséder et si c'est nécessaire, vendre toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, actif et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir et en disposer autrement ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, un éclairage électrique et matériel de pouvoir ou pouvoirs d'eau pour la production de pouvoir ou autrement, dans la ville de Saint Lambert, ou acheter l'éclairage et pouvoir et les distribuer à un profit dans la ville de Saint-Lambert, le tout en rapport avec aucune partie des affaires de la compagnie ;

Agir comme agent général, mandataire, agent d'immeubles et d'assurance, et faire toutes choses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération de l'entreprise, sous le nom de "The Montreal and Saint Lambert Terminal Development Company", avec un capital total de trois cent cinquante mille piastres (\$350,000.00), divisé en trois mille cinq cents (3,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de février 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour de février 1909, constituant en corporation MM. John Metcalf Campbell, couvreur, Thomas Gilday, couvreur, Frederick William Gilday, médecin, Archibald Lorne Campbell Gilday, médecin, et Alfred Heney Pennington, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Acquérir les affaires de Campbell & Gilday, couvresseurs, et la clientèle d'iceux, comme une affaire en opération, avec tout l'actif de la société et propriété, meubles et immeubles, y compris les livres de dettes, comptes de banque et tous les autres comptes appartenant à la dite société, et toutes dettes et comptes dus par la dite société, ensemble avec aucun et tous contrats que la dite société peut avoir en mains, ainsi que toutes les obligations dont la dite société est responsable, soit pour travaux complétés ou en cours de construction, ensemble avec tous les contrats non encore exécutés, ainsi que la mise en opération de toutes soumissions qui ont été faites par la dite société pour travaux à l'avenir non pas encore adjugés, ainsi que faire en général les affaires de couvresseurs, entrepreneurs et contracteurs et marchands d'immeubles, etc., sous le nom de "Campbell, Gilday Company, Limited", avec un capital total de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour de février 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

745-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux

securities in any other company having objects in any way similar to those of this company ;

To sell or otherwise dispose of any of this company's moveable or immovable property upon such terms and conditions as the company shall see fit and to accept shares, bonds, stocks or other securities of any other company in payment or part payment therefor ;

To acquire and hold and if necessary sell and dispose of any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire ;

To acquire by purchase, lease or otherwise an electric light and power plant or water powers for production of power or otherwise, at town of Saint Lambert, or to purchase, light and power and distribute the same at a profit at town of Saint Lambert, the whole in connection with any part of the company's business ;

To act as a general agent, mandataire, real estate and insurance agent, and to do everything that may be necessary to effectively carry out the undertaking, under the name of "The Montreal and Saint Lambert Terminal Development Company, with a total capital stock of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00), divided into three thousand five hundred (3500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this second day of February, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of February, 1909, incorporating Messrs. John Metcalf Campbell, roofer, Thomas Gilday, roofer, Frederick William Gilday, physician, Archibald Lorne Campbell Gilday, physician, and Alfred Heney Pennington, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To acquire the business of Campbell and Gilday, roofers and the good will thereof, as a going concern, with all their partnership assets and property, real and personal, moveable and immovable, including book debts, bank accounts and all other accounts owing to said firm and all debts and accounts owing by said firm, together with any and all contracts that the said firm may have in hand, as well as all the obligations that the said firm may be liable for, either for work completed or in course of construction together with any contracts yet to be executed, as well as carrying out of any tenders which may have been made by the said firm for future work not yet awarded, as well as to carry on the general business of roofers, builders and contractors and dealers in real estate etc., under the name of "Campbell, Gilday Company, Limited", with a total capital stock of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this second day of February, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

46

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of

février 1909, constituant en corporation MM. Aug. Achille Faucher, médecin, de Montréal, George J. Delisle, M. P. P., industriel, de Yamachiche, Ovide Brouillard, industriel, de Drummondville, Victor J. Morisset, notaire, de Thetford Mines, Philip Poudrier, entrepreneur, de Black Lake, dans les buts suivants, savoir :

Acquérir par achat ou autrement, et posséder des terres, terrains, privilèges d'eau et droits et intérêts sur iceux, construire sur iceux, les développer, cultiver, exploiter, subdiviser, établir et les améliorer et utiliser autrement, les hypothéquer, louer, vendre ou en faire le commerce autrement ou en disposer, et en général faire les affaires de terres, terrains et de compagnie d'améliorations de terres et terrains ;

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement les terres et terrains, ou intérêts sur iceux avec toutes bâtisses ou constructions qui peuvent être sur les dites terres ou terrains, ou aucun d'eux et de vendre, louer, échanger, hypothéquer le tout ou toutes parties des dites terres ou terrains, et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions qui sont maintenant érigées ou qui peuvent être érigées à l'avenir sur iceux ou en disposer autrement, et de prendre en conséquence telle garantie qui peut être jugée nécessaire ;

Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, prendre ou tenir des hypothèques pour toute balance non payée et prix d'achat sur toutes terres, terrains, bâtisses ou constructions ainsi vendues, et vendre ces hypothèques ou disposer autrement des dites hypothèques ;

Améliorer, conduire, changer, réparer, entretenir des bâtisses sur toutes terres et terrains sur lesquels la compagnie peut avoir des intérêts quelconques et en général faire les affaires dans la province de Québec, d'une compagnie d'immeubles et d'améliorations ;

Garantir et autrement, aider à l'exécution de contrats ou hypothèques de personnes, sociétés ou corporations, avec lesquelles la compagnie peut avoir des affaires et assumer et prendre tels hypothèques et contrats en dépôt ;

Acquérir, posséder, hypothéquer, vendre, aliéner et développer des pouvoirs d'eau ou autres sources d'énergie dans le comté de Mégantic, sans préjudice aux droits des compagnies existantes. Employer tels pouvoir d'eau ou autres sources d'énergie à la fabrication de l'électricité, à faire fonctionner des aqueducs et généralement à la mise en opération de toutes telles industries auxquelles les dits pouvoirs d'eau et autres sources d'énergie pourront se prêter dans le comté de Mégantic, sous la restriction mentionnée plus haut ;

Construire, exploiter des aqueducs, des citernes de drainage, d'éclairage, de chauffage, de transmission de pouvoirs aux endroits indiqués plus haut ;

Produire, fabriquer et vendre de l'électricité pour le chauffage, les pouvoirs moteurs et autres fins auxquelles l'électricité peut se prêter dans le comté de Mégantic, sans préjudice aux droits des compagnies existantes ;

Aux fins ci-dessus mentionnées, la compagnie pourra placer ses fils et tuyaux sous terre, ou ses fils et tuyaux, poteaux et autres appareils à la surface de la terre, suivant qu'elle le jugera nécessaire ou convenable dans toutes les rues, chemins publics, ruelles et places publiques dans les villes, villages, paroisses, cantons ou parties de cantons en obtenant au préalable la permission des municipalités et des propriétaires intéressés selon le cas ;

Acquérir, aliéner, louer, échanger et payer soit en argent soit par actions libérées des immeubles et des meubles dans les limites des droits octroyés par la charte demandée ;

Faire toutes les transactions mobilières et immobilières dans les limites des pouvoirs octroyés par l'acte d'incorporation ;

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines ou minerais ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut

February, 1909, incorporating Messrs. Aug. Achille Faucher, physician, of Montreal, George J. Delisle, M. P. P., manufacturer, of Yamachiche, Ovide Brouillard, manufacturer, of Drummondville, Victor J. Morisset, notary, of Thetford Mines, Philip Poudrier, contractor, of Black Lake, for the following purposes, to wit :

To acquire by purchase or otherwise, and own lands, lots, water privileges and rights and interest in same, to build thereon, develop, cultivate, operate, subdivide establish improve and utilize the same otherwise, mortgage, lease, sell or otherwise trade in or dispose of, and in general do a land and lot business and a land and lot improvement company business ;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands and lots, or interests in same, with all buildings and constructions which may be on the said lands or lots, or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage the whole or any part of the said lands or lots, and the whole or any of the buildings or constructions which are now erected or may be erected in the future on them and dispose of same otherwise, and to take in consequence such security as may be deemed necessary ;

To erect buildings and deal in building materials, take or hold mortgages for any unpaid balance or purchase price of lands lots, buildings or construction thus sold, and sell such mortgages or otherwise dispose of the said mortgages ;

To improve, manage, change, repair, maintain buildings on all lands and lots in which the company may have any interest whatever, and in general do the business of an immoveable property and improvement company in the province of Quebec ;

To guarantee and otherwise aid in the execution of contracts or mortgages of persons, associations or corporations, with which the company may have business, and assume and take such mortgages and contracts or deposit ;

To acquire, own, mortgage, sell, alienate, and develop water powers and other sources of energy in the county of Megantic, without prejudice to the rights of existing companies. To employ such water powers or other sources of energy for the manufacture of electricity, to operate water works and in general for the working of such industries, for which the said water powers and other sources of energy may be useful in the county of Megantic, under the restriction mentioned above ;

To build, operate water works, drainage, cisterns, light, heat, and to transmit powers to the places indicated above ;

To produce, manufacture and sell electricity for motive power and other purposes for which electricity may be useful in the county of Megantic, without prejudice to the rights of existing companies ;

For the purposes aforesaid mentioned, the company may lay its wires and pipes underground, or its wires and pipes, posts and other apparatus on the surface of the ground, as it may deem necessary or convenient, in all the streets, public roads, lanes and public places in the towns, villages, parishes, townships or parts of townships, by previously obtaining the permission of the municipalities or proprietors interested, according to the case ;

To acquire, alienate, lease, exchange and pay either in cash or paid up shares for moveable or immoveable property, within the limits of the rights granted by the charter prayed for ;

To make all transactions in moveable or immoveable property within the limits of the powers granted by the act of incorporation ;

To prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil,

miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fonder, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir et posséder, louer, aliéner des mines et minerais, terrains miniers, droit de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention, ou le droit de se servir de ces appareils, ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle aura le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetée, digue, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Faire construire tout chemin gravoyé, macadamisé ou tramway, depuis ses mines jusqu'aux eaux navigables, ou aux chemins de fer ou les grands chemins les plus proches ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers, recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations, ou autres valeurs émises par une compagnie minière ou autre, et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges et franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies de Québec 1907, et les payer au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire et se charger des dettes et charges y afférentes, faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation de sa constitution en corporation, fournir, vendre ou aliéner la lumière électrique, les autres pouvoirs ou sources d'énergie aux corporations municipales, aux particuliers ou à d'autres corporations dans le comté de Mégantic, sans préjudice aux droits des compagnies existantes, sous le nom de "Thetford Robertson Improvement Co., Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Thetford Mines.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de février 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

773.2

earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, dredged, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; to render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of inventions, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property, or upon those under its control, telegraph, telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

To construct any gravel, macadamized road or tramway, from its mines to navigable waters, or to the nearest railways or highways ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen, receive in payment for minerals lands, merchandise or works, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, and hold the same or dispose thereof ;

To acquire, the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Companies Act, 1907, may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ; do all such act and operations as are necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ; to supply, sell or alienate electric light, and the other powers or sources of energy to municipal corporations, individuals or other corporations in the county of Mégantic, without prejudice to the rights of existing companies, under the name of Thetford Robertson Improvement Co., Limited, with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation in the province, will be at Thetford Mines.

Dated from the office of the provincial secretary, this second day of February, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

774

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 2 février 1909, constituant en corporation M.M. Albert Grenon et Charles Grenon, cultivateurs, tous deux du lieu appelé "Descente des Femmes", Edmond Grenon, navigateur, Juste Dufour, marchand, et Auguste Côté, navigateur, de Saint-Alexis de la Grande Baie, dans le comté de Chicoutimi, dans les buts suivants, savoir : faire le commerce de bois généralement, bois de sciage, bois de pulpe, bois carré et toutes autres espèces de bois, manufacturer le bois de sciage, le bois de pulpe, acheter des moulins et accessoires pour scier, manufacturer et exploiter le dit bois de sciage ou autre, acheter, exploiter des terrains à bois, limites à bois, construire des vaisseaux à voile ou à vapeur, les faire naviguer et les exploiter pour les besoins et les fins de la compagnie, acquérir et vendre des meubles et immeubles, faire le commerce de provisions, d'effets et marchandises, construire des quais, etc., sous le nom de "La Compagnie Grenon & Frères", avec

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of February, 1909, incorporating Messrs. Albert Grenon and Charles Grenon, farmers, both of the place called "Descente des Femmes", Edmond Grenon, navigator, Juste Dufour, merchant, and Auguste Côté, navigator, of Saint Alexis de la Grande Baie, in the county of Chicoutimi, for the following purposes, to wit : to do a general business in wood, sawn lumber, pulpwood, square timber and all other kinds of wood, manufacture sawn lumber, pulpwood, buy mills and accessories to saw, manufacture and deal in the said sawn lumber or other, purchase, operate wood lands, timber limits, build sailing and steam vessels, navigate and operate same for the purposes of the company ; acquire and sell moveable and immoveable property, to do a provision, goods and merchandise business, build wharves, &c., under the name of "La Compagnie Grenon & Frères", with a total capital of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred

un capital total de dix-neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Saint-Alexis de la Grande Baie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de février 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

747.2

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 30 janvier 1909.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le seizième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le vingt-troisième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le trentième jour du dit mois de mars.

L. G. DESJARDINS,
633-3 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Québec, 29 janvier 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Louis Albert Bédard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles Bédard, en son vivant notaire public, pratiquant au dit lieu de Saint-Rémi, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
627-3 Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais

and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at Saint Alexis de la Grande Baie.

Dated from the office of the provincial secretary, this second day of February, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
748 Provincial Secretary.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 30th January, 1909.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the sixteenth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the twenty third day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirtieth day of said month of March.

L. G. DESJARDINS,
634 Clerk of the Crown in Chancery.

Quebec, 29th January, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Louis Albert Bedard, esquire, notary public, practising and residing at Saint Rémi, in the county of Napierville, district of Iberville, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Charles Bédard, in his lifetime notary public, practising at the said Saint Rémi, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
623 Provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news

et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être up pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
Assistant G. C. L.

835

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

Toute demande de bills privés dont la matière touche dans les attributions de la Législature de

paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bringing in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridges or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same a paid in each house.

R. CAMPBELL,
Assistant C. L. C.

836

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of

Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réajustement d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

1. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphie ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydrau-

Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred,

que devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

6a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français, et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'enregistreur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de

with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the incorp-

ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
837 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Les soussignés demandent à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de leur accorder une charte les constituant, ainsi que t u e personne qui se joindra à eux, en corporation, sous le nom de "La Ligue Antialcoolique de Québec".

L'objet de cette ligue est de promouvoir la cause de la tempérance, de combattre l'alcoolisme par tous les moyens légaux, par la parole, par les écrits, et spécialement en faisant poursuivre devant les tribunaux toutes les offenses commises contre la loi des licences.

O. CLOUTIER Ptre.
P. B. DUMOULIN,

CHS. LANGELEIR,
C. R. PAQUIN M. D.,
EDM. ROUSSEAU.
Québec, 1er février 1909.

649-3

Avis est présentement donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Henry Wilson, de la cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu J. H. Wilson à augmenter la rente annuelle payable à chacun de ses enfants, aux termes de son testament.

L. LYMAN,
Procureur pour la requérante.
Montréal, 2 février 1909.

647-3

Avis est par le présent donné que J. A. Bélanger, médecin, de Grosse Pointe, dans l'état de Michigan, l'un des états-unis d'Amérique, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine, sans examen.

DESAULNIERS & VALLEE.
Montréal, 1er février 1909.

639-3

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la corporation de la ville de Limoilou s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la dite ville, *re*: élection, qualification et nombre des échevins, pouvoir d'emprunt, listes et nombre des quartiers, privilèges, et toutes choses concernant l'intérêt général de la ville.

J. E. CHAPLEAU,
Sec. trésorier.
P. AUG. CHOQUETTE
Procureur de la corporation de
la ville de Limoilou.

29 janvier 1909.

685-3

Les grevés et le curateur à la substitution créée par le testament de feu Isaac Hurtubise, fils, donnent avis qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier par la législature la nomination d'un exécuteur testamentaire, et les divers actes qui ont été faits concernant l'administration de la dite succession, et lui concéder les pouvoirs nouveaux quant à la vente des biens de la dite substitution.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Procureurs.

Montréal, 3 février 1909.

67-3

Validation of any such act or incorporation, such bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
838 Clerk of the Legislative Assembly

Application to the Legislature

The undersigned will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act of incorporation, under the name of "Ligue Antialcoolique de Québec".

Its object being to promote the cause of temperance, to combat alcoholism by all legal means, by speech, by writings, and specially by bringing to the attention of the courts all offences committed against the licence law.

O. CLOUTIER, ptre.
P. B. DUMOULIN,

CHS. LANGELEIR,
C. R. PAQUIN M. D.,
EDM. ROUSSEAU.
Quebec, 1st February, 1909.

650

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Henry Wilson, of the city of Montreal, for the passing of a law authorizing the testamentary executors of said J. H. Wilson to increase the annual rent payable to each of the latter's children, under his last will.

L. LYMAN,
Attorney for petitioner.
Montréal, 2nd February, 1909.

647

Notice is hereby given that J. A. Bélanger, doctor in medicine, of Grosse Pointe, in the state of Michigan, one of the united states of America, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him to the practice and profession of medicine without examination.

DESAULNIERS & VALLEE.
Montreal, 1st February, 1909.

640

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Corporation of the town of Limoilou will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the charter of the said town, *re*: election, qualification and number of aldermen, borrowing powers, lists and number of wards, privileges and anything concerning the general interest of the town.

J. E. CHAPLEAU,
Sec. treasurer.
P. AUG. CHOQUETTE,
Attorney for the corporation of
the town of Limoilou.

29th January, 1909.

686

The institutes and the curator to the substitution created by the will of the late Isaac Hurtubise, jr., give notice, they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a bill to ratify the appointment of a testamentary executor, and the various acts made concerning the administration of the said estate, and to grant him the new powers as to the sale of the properties of the said substitution.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Attorneys.

Montreal, 3rd February, 1909.

680

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie, sous le nom de "The Crown Trust Company", avec pouvoir d'agir comme fidéicommissaires, agents, gardiens, curateurs, tuteurs, exécuteurs, auditeurs, liquidateurs et administrateurs; effectuer tous les fidéicommissaires; recevoir et tenir en garantie et en dépôt des argents et propriétés de toute sorte; garantir les titres et hypothèques sur immeubles, ainsi que sur autres placements; acheter, vendre des bons, stocks, débiteurs et obligations et en faire le commerce; prêter de l'argent, aider les compagnies, établir des succursales, agir comme garanties judiciaires, et acquérir et posséder des immeubles et y ériger les bâties qui peuvent être nécessaires pour les opérations de la compagnie; garantir les contrats et placements, et en général avec tous les pouvoirs y ayant rapport, et ceux dont les compagnies de garantie et de dépôt possèdent en général.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 15 février 1909. 877

Avis est par les présentes donné que la municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel s'adressera à la législature, à sa prochaine session, dans le but d'amender la charte de la cité de Sorel, de manière à ce que la municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel puisse avoir le droit d'accorder une ou des licences pour la traverse sur la rivière Richelieu.

LANCOTOT & MAGNAN,
Procureurs de la requérante.
Sorel, 15 février 1909. 879

AVIS

Est par le présent donné que les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge demanderont à la prochaine session de la législature de Québec, l'adoption d'une loi pour refondre et amender leur acte d'incorporation, (29 Vict. chap. 112, 1865); ces amendements ayant principalement pour but de modifier le nom de la corporation en y ajoutant "Nicolet", de fixer le siège principal ou maison-mère à Nicolet; de mieux déterminer et modifier la composition du conseil ou bureau de direction et celle de la corporation, de préciser, déterminer et étendre les pouvoirs du dit conseil et ceux de la corporation, notamment en ce qui regarde le pouvoir d'emprunter et le chiffre de ses revenus annuels et de faire valider en tant que cela peut être nécessaire, tous les actes faits par cette congrégation, avec le mot "Nicolet", ajouté au nom corporatif, de même que par un conseil général composé de la supérieure-générale et de quatre assistantes.

E. J. FLYNN,
Procureur des requérantes.
Québec, 12 février 1909. 869

AVIS.

Avis public est par le présent donné que la ville de Lévis s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander des amendements à la charte d'incorporation, entre autres:

Autorisation de pourvoir à un autre mode de traversée sur le fleuve Saint-Laurent, entre la ville de Lévis et la cité de Québec, contracter avec cette dernière, et emprunter les sommes d'argent requises pour cette fin; pour abroger la section 37 de l'acte 6 E.L. VII, chap. 49, et la remplacer par la section 499 de 3 E.L. VII, chap. 38; pour amender la section 127 de 3 E.L. VII, chap. 38; pouvoir d'augmenter le prix qui devra être payé sur chaque certificat de licence pour la vente des liqueurs enivrantes, et autres fins.

LIONEL LEMIEUX,
Greffier de la ville de Lévis.
Lévis, 13 février 1909. 863

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, an application will be made for the incorporation of a company, under the name of The Crown Trust Company, with power to act as trustees, agents, guardians, curators, tutors, executors, auditors, liquidators and administrators; to execute trusts of every description; to receive and hold in trust and on deposit moneys and property of every kind; to guarantee titles and mortgages on real estate, as well as other investments; to purchase, sell and deal in bonds, stocks, debentures and obligations; to lend money, to promote companies, to establish branches, to act as judicial sureties and to acquire and hold real estate and erect such buildings thereon as may be necessary for the operations of the company; to guarantee contracts and investments, and generally with all powers incidental thereto, and those which it is usual and customary for trust and deposit companies to possess.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,
Solicitors for applicants.
Montreal, 15th February, 1909. 878

Notice is hereby given that the municipality of the village of Saint-Joseph de Sorel will apply to the Legislature, at its next session, for the purpose of amending the charter of the city of Sorel, so that the municipality of the village of Saint-Joseph de Sorel may have the right to grant one or more licenses for the ferry over the Richelieu river.

LANCOTOT & MAGNAN,
Attorneys for petitioners.
Sorel, 15th February, 1909. 880

NOTICE

Is hereby given that "les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to consolidate and amend their act of incorporation, (29 Vict. chap. 112, 1865); the object of such amendments being mainly to modify the name of the corporation by adding "Nicolet"; to fix the principal seat or office at Nicolet; to better determine and modify the composition of the council or board of directors, and of the corporation, to precise, determine and extend the powers of the said council and of the corporation, specially in reference to the power to borrow and the figure of its annual revenues, and to confirm in so far as the same may be necessary all acts of the said congregation with the word "Nicolet", added to the corporate name, as well as those of the general council composed of the Superiores and four assistants.

E. J. FLYNN,
Attorney for applicants.
Quebec, 12th February, 1909. 870

NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Lévis will apply to the Legislature of this province, at its next session, for amendments to its charter of incorporation, for the following among other purposes:

Authority to provide a system of ferry across the river Saint Lawrence, between the town of Lévis and the city of Quebec, to enter into an arrangement with the latter, and to borrow the amount of money necessary for that object; to repeal section 37 of 6 E.L. VII, chap. 49, and have it replaced by section 499 of 3 E.L. VII, chap. 38; to amend section 127 of 3 E.L. VII, chap. 38; and power to increase the price on each license certificate for selling intoxicating liquors, and other objects.

LIONEL LEMIEUX,
Town clerk, Lévis.
Lévis, 13th February, 1909. 864

Avis que Jules Napoléon Hamel et Dame Berthe Alphonsine Eugénie Boyer, sa femme, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à adopter comme leur enfant, Elisabeth Hulda Vankoughnet, enfant né du mariage de Matthew George Diehl Vankoughnet et de feu Dame Marie Larsen.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Procureurs des requérants.

Montréal, 12 février 1909.

857

Avis est par les présentes donné que la "Saraguay Electric and Water Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin amender les classes 6 et 7 du statut 8 Édouard VII, chap. 114, et pour autres fins.

EDMOND HURTUBISE,

Secrétaire-trésorier.

Montréal, 16 février 1909.

893

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour la passation d'une loi incorporant "Le Conservatoire National", ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, avec pouvoir d'acquiescer, maintenir, ériger et exploiter un théâtre et d'y donner des représentations; de constituer les patrons propriétaires par indivis et en commun d'une certaine partie des biens de la compagnie; d'établir et maintenir un conservatoire pour l'enseignement de la musique, du chant, de l'élocution et d'arts semblables; de créer des bourses pour envoyer des élèves étudier tels arts dans d'autres pays; d'établir certaines prescriptions et avec d'autres pouvoirs analogues à ceux sus mentionnés.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Montréal, 17 février 1909.

915

Avis est donné que "The Provincial Mutual Benefit Society" ayant son siège social à Montréal, et constituée en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 32, de la province de Québec, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour être constituée en compagnie à fonds social avec un capital de un million de piastres, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance sur la vie sous le nom de "La Provinciale Compagnie d'Assurance sur la Vie" ou "The Provincial Life Assurance Company" et autres fins.

DEMERS & DEMERS,

Procureurs de la requérante.

18 février 1909.

933

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 32 Victoria, chap. 16, et que la taxe scolaire de la cité de Montréal soit augmentée d'un millième de piastre de l'évaluation des listes des protestants et des personnes neutres de la taxe scolaire de la cité de Montréal, et pour déterminer la manière de distribuer les produits de telle taxe additionnelle, et de plus, pour autoriser le dit Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Montréal, à émettre des débentures additionnelles pour l'achat des sites pour écoles et l'érection de bâtisses pour écoles au montant de trois cent cinquante mille piastres (\$350,000.00).

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 janvier 1909.

337.5

Notice that Jules Napoléon Hamel and Dame Berthe Alphonsine Eugénie Boyer, his wife, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act authorizing them to adopt as their child, Elisabeth Hulda Vankoughnet, child born of the marriage of Matthew George Diehl Vankoughnet and of the late Dame Marie Larsen.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Attorneys for applicants.

Montreal, 12th February, 1909.

858

Notice is hereby given that the "Saraguay Electric and Water Company" will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for an act to amend classes 6 and 7 of statute 8 Edward VII, ch p. 114, and for other purposes.

EDMOND HURTUBISE,

Secretary treasurer.

Montreal, 16th February, 1909.

894

Notice is hereby given that an application will be made at the next session of the province of Québec Legislative Assembly, for an act incorporating "The National Conservatory", with its head office in Montreal, with power to acquire, maintain and operate a theatre and give representations therein; to constitute the patrons proprietors *par indivis* and in common of a certain part of the goods of the company; to establish and maintain a conservatory for the teaching of music, singing, elocution and similar arts; and to provide scholarship foundations to send pupils to study such arts in other countries; to establish certain prescriptions and with other powers similar thereto.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Montreal, 17th February, 1909.

916

Notice is given that The Provincial Mutual Benefit Society, having its head office in Montreal, and constituted under the act 62 Victoria, chapter 32, of the province of Québec, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, to be constituted a joint stock company with a capital of one million dollars, with power to make life insurance and re-insurance contracts under the name of "La Provinciale Compagnie d'Assurance sur la Vie" or "The Provincial Life Insurance Company," and other purposes.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for applicant.

18th February, 1909.

934

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for an act to amend the act 32 Victoria, chap. 16, and that the school tax of the city of Montreal be increased by one mill on the dollar of the valuation of the protestant and neutral panels of the Montreal city school tax, and to determine the manner of dealing with the proceeds of such additional tax, and further, to authorize the said Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, to issue additional debentures for the purchase of school sites and the erection of school buildings to an amount of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00).

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th January, 1909.

338

Avis que la "Montreal Trust and Deposit Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour lever les doutes qui peuvent exister sur la validité de son titre à la partie du lot No 3600, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornée en front, au sud, partie par le chemin de la Côte Saint-Paul conduisant au pont sur le canal de Lachine et partie par le terrain du dit canal; à l'est par la propriété de la compagnie Montreal Gas, étant une partie du dit lot; en arrière, au nord, partie par le numéro officiel 3414 et partie par le centre de l'ancien cours de la rivière Saint-Pierre, et à l'ouest par les lots numéros officiels 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3928, 3601 et 3602, et pour faire ratifier son dit titre, en autant qu'il peut être nécessaire.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 3 février 1909. 663-3

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec et au gouvernement provincial, à la prochaine session, pour obtenir que la charte de la "Montreal Light, Heat & Power Company" soit modifiée afin d'empêcher cette compagnie d'exercer les droits et privilèges qu'elle prétend posséder, tant en son nom qu'au nom d'autres compagnies, de manière à priver la cité de la maîtrise et de la jouissance de ses rues et places publiques, et aussi pour obtenir que la cité ait le droit de se servir des poteaux de la dite compagnie, de la forcer à mettre ses fils sous terre et à se soumettre à ce que l'intérêt de la cité et de son autonomie municipale exigera.

La dite cité demandera aussi les pouvoirs nécessaires pour faire l'acquisition du chemin Saint Michel.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.
695-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les exécuteurs, fidéicommissaires et légataires fiduciaires et par les représentants légaux de feu William Murray, pour obtenir un acte afin de définir les pouvoirs des dits exécuteurs, fidéicommissaires et légataires fiduciaires agissant en vertu du testament du dit feu William Murray au sujet de la prise de possession des biens au temps durant lequel leurs pouvoirs et autorité s'étendent en vertu des dispositions du dit testament.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE, & POPE,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 3 février 1909. 695-3

Avis est par les présentes donné que Côme A. Dugas, médecin, Joseph George Dubeau, courtier d'assurance, A. Hector Desloges, médecin, Joseph A. Mercier, avocat, et Joseph Charles Hector Dussault, avocat, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant en corporation et ceux qu'ils pourront s'adjoindre sous le nom de "National Weekly Indemnity Company", aux fins de faire le commerce d'assurance contre les pertes souffertes par les accidents et la maladie.

J. C. H. DUSSAULT,
Procureur des requérants.
Montréal, 1er février 1909. 665-3

Notice that the Montreal Trust and Deposit Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to take away any doubt which may exist on the validity of its title to that part of lot No. 3600, of the plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front, to the south, partly by Côte Saint Paul road leading to the bridge crossing the Lachine canal and partly by the property of the said canal; to the easterly side by the property of the Montreal Gas Company being a part of said lot; in rear to the north, partly by official No. 3414 and partly by the centre of the actual former river Saint Pierre, and on the westerly side by the official lots Nos. 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3928, 3601 and 3602, and to ratify its said title, in as much as necessary.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Solicitors for applicant
Montreal, 3rd February, 1909. 664

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Quebec Legislature and to the Provincial Government, at the coming session, for legislation, to the effect of amending the charter of the Montreal Light, Heat & Power Company, so as to prevent said company from exercising the rights and privileges which it alleges it is vested with both in its own name and in the name of other companies, in such a manner as to deprive the city of the control of its streets and public places, and also to the effect of empowering the said city to use the poles of said company, to compel such company to place its wires underground and to submit to such conditions and limitations as the interest of the city and of its municipal autonomy may require.

The said city will also apply for the necessary powers to acquire the Saint Michel road.

L. O. DAVID,
City clerk.
696

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the executors, trustees and fiduciary legatees, and by the legal representatives of the late William Murray, for the passing of an act to define the powers of the said executors, trustees and fiduciary legatees acting under the last will and testament of the said late William Murray with respect to their seizing of the estate and the time during which their powers and authority extend under the terms of the said will.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for applicants.
Montreal, 3rd February, 1909. 694

Notice is hereby given that, Côme A. Dugas, physician, Joseph George Dubeau, insurance broker, A. Hector Desloges, physician, Joseph A. Mercier, advocate, and Joseph Charles Hector Dussault, advocate, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain a bill constituting them, and all others who may join them, a corporation under the name of the "National Weekly Indemnity Company", for the purpose of indemnifying against losses suffered by accidents and sickness.

J. C. H. DUSSAULT,
Attorney for petitioners.
Montreal, 1st February, 1909. 666

Avis est par les présentes donné que la ville de Saint-Louis demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, amendement sa charte d'incorporation, à l'effet de ratifier le règlement No 149, passé par la dite ville, le 3 juin, approuvé par les électeurs propriétaires, le 14 juillet, et autorisé par le lieutenant-gouverneur, le 4 août 1908, décrétant l'annexion de la dite ville de Saint-Louis à la cité de Montréal, aux conditions portées au dit règlement, et pour d'autres fins.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs de la ville de Saint-Louis.
Montréal, 22 janvier 1909. 593.3

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander des amendements à la charte d'incorporation, entr'autres : autorisation de pourvoir à un autre mode de traversée sur le fleuve Saint-Laurent, entre la cité de Québec et la ville de Lévis, contracter avec cette dernière, et emprunter les sommes d'argent requises pour cet objet ; pouvoir de modifier et régulariser la construction des bâtisses ; contrôle et surveillance des établissements où il y a des buvettes pour la vente en détail des liqueurs spiritueuses ; observance du dimanche et autres objets

(Sig. é) H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité de Québec.
Québec, 8 février 1909. 767-2

Avis est par le présent donné que Margaret Mackay, épouse de William Creighton, et Emily Priscilla Higgs, fille majeure, toutes deux de la cité de Westmount, et Dame Evangeline Dutaud Lagacé, veuve de feu Guillaume Lagacé, Benjamin Ernest Taplin et George Lewis Burland, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant, et toutes autres personnes qui sont maintenant ou qui pourront devenir membres de la congrégation ou église, ou corps incorporé sous le nom de "First Church of Christ Scientist Westmount", avec pouvoir de posséder des immeubles, nommer des officiers et faire des règlements pour son administration et gouverner et pour autres fins.

BUSTEED & LANE,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 9 février 1909. 821-2

Avis est par les présentes donné que Narcisse Emilien Brais, commerçant Joseph L. Perron, avocat et conseil du roi, et Joseph Perrault, architecte, tous trois des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et de fiduciaires de la succession de feu Alexis Brunet, en son vivant avocat, du même lieu, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ratifiant et confirmant une résolution du conseil de la ci-devant ville de Notre-Dame-des-Neiges, maintenant le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, en date du 6 novembre, 1906, par laquelle permission leur a été accordée de faire des rues moindres de 66 pieds et pas moindres de 33 pieds, sur un immeuble alors connu sous les numéros officiels 3-1 à 3-7, inclusivement aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges, et maintenant connu et désigné sous les numéros officiels 3-8 à 3-52, inclusivement aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, et pour leur accorder permission de faire sur le dit immeuble des rues moindres de 66 pieds et pas moindres de 33 pieds de largeur.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 10 février 1909. 801-2

Notice is hereby given that the town of Saint Louis will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act amending its charter of incorporation, for the purposes of ratifying by-law No 149, passed by the said town, on the 9th of June, approved by the proprietors, on the 14th of July, and authorized by the lieutenant-governor, on the 4th of August 1908, enacting the annexion of the said town of Saint Louis to the city of Montreal, upon the conditions mentioned in the said by-law, and for others purposes.

BISAILLON & BROSSARD,
Solicitors for the town of Saint Louis.
Montreal, 22nd January, 1909. 594

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this province, at its next session, for amendments to its charter of incorporation, for the following among other purposes : authority to provide a system of ferry across the river Saint Lawrence, between the city of Quebec and the town of Lévis ; to enter into an arrangement with the latter, and to borrow the amount of money necessary for that object ; power to modify and regulate the construction of buildings ; to control and look after places wherein bars are kept for the sale in retail of spirituous liquors ; Sunday observance and other objects

(Signed) H. J. J. B. CHOUINARD,
City clerk, Quebec.
Quebec, 8th February, 1909. 768

Notice is hereby given that Dame Margaret Mackay, wife of William Creighton, and Emily Priscilla Higgs, *filles majeures*, both of the city of Westmount, and Dame Evangeline Dutaud Lagacé, widow of the late Guillaume Lagacé, Benjamin Ernest Taplin and George Lewis Burland, all of the city of Montreal will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act constituting them and all other persons who are now or who may hereafter become members of the congregation or church, a corporate body under the name of First Church of Christ Scientist Westmount, with power to hold real estate, appoint officers and make by-laws for the administration and government and for other purposes.

BUSTEED & LANE,
Solicitors for applicants.
Montreal, 9th February, 1909. 822

Notice is hereby given that Narcisse Emilien Brais, trader, Joseph L. Perron, advocate and King's Counsel, and Joseph Perrault, architect, all three of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors and fiduciaries to the estate of the late Alexis Brunet, in his lifetime advocate, of the same place, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify and confirm a resolution of the council of the town of Notre Dame des Neiges, now Mount Royal ward, of the city of Montreal, dated the 6th November, 1906, whereby permission was to them granted to open streets of less than 66 feet width and not less than 33 feet, on an immoveable then known under the official numbers 3-1 to 3-7, inclusive on the official plan and book of reference of the village of la Côte des Neiges, and now known and designated under official numbers 3-8 to 3-52, inclusive on the official plan and book of reference of Mount Royal ward, of the city of Montreal, and to grant them permission to open on said immoveable, streets of less than 66 feet width, but not less than 33 feet width.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Solicitors for applicants.
Montreal, 10th February, 1909. 802

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte divisant la municipalité de la paroisse de Sainte-Thécle, dans le comté de Champlain, pour y ériger une municipalité de village distincte et séparée de la première, qui serait connue sous le nom de "municipalité du village de Sainte-Thécle".

Cette nouvelle municipalité serait bornée au nord et au nord-ouest, partie par le lot No 86, appartenant à Théophile Magnan, et partie par le lot No 85, appartenant à Philorum Béland, à Cyprien Guillemette, à la Fabrique de Sainte-Thécle et au Lac Chicot; au sud-ouest et au sud par le lot No 82, appartenant à Jean Plamondon; au sud-est par la ligne du Canadian Northern Quebec Railway Company, et au nord-est par partie du lot No 87, les immeubles qu'elle devra comprendre faisant partie des lots Nos 83, 84, 85 et 86, du cadastre, pour la dite municipalité.

ANTONIN GALIPEAULT,

Procureur des requérants.

Québec, 25 janvier 1909.

563-4

La corporation du village de Laprairie s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte spéciale l'incorporant en ville, agrandissant son territoire, par l'annexion d'une partie de la Commune de Laprairie et d'une partie du territoire de la paroisse de Laprairie, lui permettant d'exproprier toutes parties de la Commune de Laprairie, dans les limites de son territoire et de soumettre toute partie de la Commune de Laprairie, qui serait incluse dans le territoire de la requérante au contrôle absolu de cette dernière, d'établir et de maintenir des chemins dans la dite Commune, soumettant la requérante à la loi des cités et villes, 1903, mais limitant le nombre et fixant le taux des licences d'hôtels et autres; divisant la ville en quartiers, changeant le mode d'élection du maire et des conseillers; réglant le taux des impositions foncières générales ou spéciales; réglant les rapports de la requérante avec les syndics de la Commune de Laprairie, et toutes autres personnes ou corporations ayant des droits sur icelle et définissant leurs droits et obligations respectifs; modifiant la loi 49-50 Victoria, chapitre 58; fixant la date du paiement des taxes foncières ou autres; déterminant la qualification des électeurs; réglant la passation et l'approbation des règlements par les électeurs, spécialement en ce qui concerne les privilèges et franchises accordés par la requérante pour des fins d'utilité publique, la confection de la liste électorale, définissant le pouvoir d'emprunt, permettant d'accorder privilèges à des compagnies de tramways et autres, pour le transport des passagers ou du fret et de passer contrats à cette fin et pour autres fins.

LAURENDEAU, PELLETIER

& PELLETIER,

Avocats de la requérante.

Montréal, 27 janvier 1909.

587-4

AVIS.

La Compagnie de Pouvoir Electrique Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander à amender sa charte, dans le but de changer son émission d'actions, d'augmenter son pouvoir d'émettre des bons et autres fins.

A. GIRARD,

Président.

J. O. MATTE,

Secrétaire.

Québec, 21 janvier 1909.

537-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to divide the municipality of the parish of Sainte Thecle, in the county of Champlain, to erect therein a distinct and separate village municipality from the former to be known as the "village municipality of Sainte Thecle".

This new municipality will be bounded on the north and north west, partly by lot No. 86, belonging to Théophile Magnan, and partly by lot No. 85, belonging to Philorum Béland, to Cyprien Guillemette, to the Fabric of Sainte Thécle and to Lake Chicot; on the south west and on the south by lot No. 82, belonging to Jean Plamondon; on the south east by the Canadian Northern Quebec Railway line, and on the north east by part of lot No. 87, the immovables which it shall comprise form part of lots Nos. 83, 84, 85 and 86, of the cadastre, for the said municipality.

ANTONIN GALIPEAULT,

Attorney for petitioners.

Quebec, 26th January, 1909.

564

The corporation of the village of Laprairie will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a special charter incorporating the said village as a town, enlarging its territory, by the annexion of the "Commune de Laprairie," and of one portion of the territory of the parish of Laprairie, authorizing it to expropriate all portions of the "Commune de Laprairie" within the limits of its territory, and to submit all portion of the "Commune de Laprairie" which should be enclosed within the territory of the petitioner to the absolute control of the latter, to establish and maintain roads in the said Commune, submitting the petitioner to the act of the cities and towns, 1903, but limiting the number and fixing the rate of the licences for hotels and others; dividing the town in wards, changing the mode of the election of the mayor and counsellors; regulating the rate of the general or special ground impositions; regulating the relations of the petitioner with the trustees of the "Commune de Laprairie", and all other persons or corporations having some rights upon the latter and determining their respective rights and obligations; amending the act 49-50 Victoria, chapitre 58; fixing the date for the payment of the ground taxes or others; determining the qualifications of the electors, regulating the adoption and approbation of by-laws by the electors, specially concerning the privileges and franchises granted by the petitioner for public utilities, the making of the electoral list, determining the borrowing power, authorizing the granting of privileges to tramways companies or others for the carrying of passengers or freight and the passing of deeds to that effect and for other ends.

LAURENDEAU, PELLETIER

& PELLETIER,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 27th January, 1909.

588

NOTICE.

The Quebec Electric Power Company will apply to the Legislature of this province, at its next meeting, to amend its charter in order to change the issue of his shares and to increase the power of issuing bonds and other purposes.

A. GIRARD,

President.

J. O. MATTE,

Secretary.

Quebec, 21st January, 1909.

538

Avis est donné que la Corporation de l'Evêque Catholique Romain de Montréal s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui permettant de transporter aux cœurs de Miséricorde de Montréal, l'immeuble connu et désigné comme étant le numéro deux cent six (No 206), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal, et de faire ce transport avec titre absolu et sans réserve.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
Avocats du requérant.
Montréal, 8 février 1909. 823-2

La Compagnie de Téléphone Nationale s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte lui octroyant des pouvoirs additionnels, entr'autres, porter le capital actions à \$5,000,000.00, divisé en \$2,000,000.00 d'actions privilégiées quant au remboursement éventuel du capital et portant un intérêt cumulatif n'exédant pas six pour cent par année et rachetables, en tout ou en partie, au gré de la compagnie, en aucun temps après le 1er mars 1914, à raison de \$120 par chaque telle action, et en \$3,000,000 d'actions ordinaires; échanger les actions émises jusqu'au 29 janvier 1909 pour un nombre égal d'actions privilégiées avec droit d'allouer comme bonus une action ordinaire pour chaque groupe de quatre parts détenues par le même actionnaire; limiter, en certains cas, l'imposition de taxes par les villes, autoriser le conseil de toute corporation municipale à passer, en faveur de la compagnie, toute résolution pour permettre ou faciliter la construction ou l'exploitation d'un réseau téléphonique dans les limites territoriales de telle municipalité, autoriser une émission d'obligations et ratifier l'acte de fidéicommis à ce sujet, avec droit de disposer des actions ordinaires de manière à en faciliter la vente et en donnant la préférence aux actionnaires actuels, et pour autres fins.

DEMERS & DEMERS,
Procureurs de la requérante.
785-2

Avis est donné que l'Association de l'Exposition Industrielle de Montréal demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un amendement à sa charte donnant le contrôle de ses finances aux représentants de la cité de Montréal, permettant d'augmenter le nombre de ses directeurs, dispensant de la nécessité d'un fonds de garantie, et advenant la dissolution ou la liquidation de l'Association, faisant retourner son actif à la dite cité.

BEIQUE, TURGEON & BEIQUE,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 10 février 1909. 813-2

AVIS.

La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, que la taxe scolaire prélevée sur la valeur totale des propriétés immobilières imposables des catholiques romains et des neutres, soit augmentée d'un dixième de cent dans la piastre, afin de créer avec le produit de cette augmentation un fonds spécial qui servira exclusivement à payer les intérêts et le fonds d'amortissement sur les emprunts faits et à faire, à acquérir des terrains pour les écoles, construire des nouvelles écoles et agrandir et modifier des écoles déjà construites.

U. LAFONTAINE,
Sec.-trésorier.
Montréal, 10 février 1909. 819-2

"The Sterling Fire Insurance Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte enlevant, en certains cas, toute restriction quant à la durée de ses contrats.

DEMERS & DEMERS,
Procureurs de la requérante.
789-2

Notice is given that the Corporation of the Roman Catholic Bishop of Montreal will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act allowing him to transfer to the sisters of Mercy, of Montreal, the immovable known and described as being the number two hundred and six (No. 206), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, district of Montreal, and to make such transfer with a free and absolute title.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
Attorneys for applicant.
Montreal, 8th February, 1909. 824

The National Telephone Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to grant it additional powers, among others, to raise the capital stock to \$5,000,000.00, divided into \$2,000,000.00 preferred stock as to the eventual repayment of the capital and bearing cumulative interest not exceeding six per cent per annum, and redeemable, wholly or in part, at the pleasure of the company, any time after the 1st March, 1914, at the rate of \$120 per share and \$3,000,000.00 in common stock, to exchange the shares issued up to the 29th January, 1909, for an equal number of preferred shares with right to allow as bonus one common share for each group of four shares held by the same shareholder; to limit, in certain cases, the assessments by the towns, to authorize the council of any municipal corporation to pass, in favor of the company any resolution to permit or facilitate the building or operating of a telephone system within the territorial limits of such municipality, to authorize an issue of debentures and ratify the deed of trust to such effect, with the right to dispose of the common stock in a manner to facilitate the sale thereof, and by giving the preference to the actual shareholders, and for other purposes.

DEMERS & DEMERS,
Attorneys for applicant.
786

Notice is given that, at the next session of the Legislature of Quebec, The Montreal Industrial Exhibition Association will apply for an amendment to its charter giving the control of its finances to the representatives of the city of Montreal, authorizing it to increase the number of its directors, dispensing from the necessity of a guarantee fund, and providing for the reversion of its assets to the said city in case of liquidation.

BEIQUE, TURGEON & BEIQUE,
Attorneys for the applicants.
Montreal, 10th February, 1909. 814

NOTICE.

The Montreal Catholic School Board will ask the Quebec Legislature, at its next session, that the school tax levied on the total value of the taxable real estate of the Roman Catholic and neutral parishes be increased by one (1) mill on the dollar, that the proceeds of this increase be employed exclusively to pay the interest and sinking fund on its bonds issued, and to be issued, as well as to purchase school sites, erect new schools, enlarge and alter old ones.

U. LAFONTAINE,
Sec.-treasurer.
Montreal, 10th February, 1909. 820

The Sterling Fire Insurance Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to remove, in certain cases, any restriction in regard to the duration of its contracts.

DEMERS & DEMERS,
Attorneys for applicant.
790

Avis est par les présentes donné que Alfred St. Cyr, courtier d'assurances, Georges Gonthier, auditeur, Albert P. Frigon, comptable, Alfred Gravel, comptable, Joseph Boule, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour être constitués, avec ceux qui pourraient s'adjoindre à eux, en corporation, sous le nom de "Crédit Hypothécaire, Municipal et Paroissial", avec pouvoirs :

(A) D'agir en qualité de sequestre, fidéicommissaire, syndic, liquidateur, exécuteur, auditeur, caution civile ou judiciaire, agent financier et procureur ;

(B) De prêter et emprunter de l'argent pour son compte ou pour le compte d'autres personnes, sur valeurs mobilières ou immobilières quelles qu'elles soient et d'en garantir ou non le remboursement ;

(C) De recevoir des dépôts en argent ou en biens mobiliers de toute nature et de faire affaires à titre de compagnie de dépôts de sûreté ou d'entrepôts-taires ;

(D) De faire des achats et des ventes de biens mobiliers et immobiliers ;

(E) De favoriser la formation de compagnies, d'acquiescer leurs actions et leur actif, ainsi que l'actif de sociétés et de personnes ;

(F) D'agir en qualité d'agent pour enregistrement ou contreseing de certificats d'actions ou d'autres valeurs et remplir tout mandat ;

(G) D'émettre des obligations ordinaires ou spéciales, avec ou sans garantie spéciale, et aux conditions qui pourront être arrêtées.

Le capital action de la compagnie sera de un million de piastres, divisé en actions de cent piastres chacune, nominatives ou au porteur, mais pourra être augmenté de temps à autre avec le consentement de ses membres.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, mais la compagnie pourra établir des succursales en d'autres endroits.

L. P. BERARD,
Procureur des requérants.

Montréal, 5 février 1909. 815-2

Public notice is hereby given that Alfred St. Cyr, insurance broker ; Georges Gonthier, auditor, Albert P. Frigon, accountant, Alfred Gravel, accountant, Joseph Boule, book keeper, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of becoming incorporated, together with those who may be associated with them, under the name of the "Credit Hypothécaire, Municipal et Paroissial", with power :

(A) To accept and hold the office and perform all the duties of sequestrator, trustee, assignee, liquidator, executor, curator, auditor, surety either civil or judicial, financial agent and attorney ;

(B) To lend and to borrow money, either on its own account or for the account of other persons, on any movable or immovable property and to either guarantee or not the reimbursement thereof ;

(C) To receive deposits in money or in movables of any nature or kind whatsoever and to do business as a safety deposit company or as bonded warehousemen ;

(D) To effect the purchase and sale of movables and immovables ;

(E) To promote or assist in promoting companies, to acquire their shares and assets, as well as the assets of partnerships and persons ;

(F) To act as transfer agent in registering or countersigning stock certificates or other securities and to fulfil any mandate whatever ;

(G) To issue ordinary or special bonds or debentures, with or without special security and upon such conditions as may be determined.

The capital stock of the company will be one million dollars, divided into shares of one hundred dollars each, payable nominatively or to bearer ; but may be increased from time to time with the consent of its members.

The head office of the company will be in the city of Montreal, but the company may establish branches in other places.

L. P. BERARD,
Attorney for petitioner.

Montreal, 5th February, 1909. 816

Public notice is hereby given that the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 40 Victoria, chapter 23, and to authorize the levying of a special school tax of not more than three mills on the dollar of the valuation of real estate belonging exclusively to protestants, in addition to the city school tax, and to provide for the fixing, altering, and collecting of school fees.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 10th February, 1909. 778

The mutual fire insurance company of Montmagny will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing it to have its head office in the town of Lévis, to remove any restriction, as to the territorial limits within which the company may do business, and so that the provisions of its special charter, 5 Ed. VII. ch. 70, be not affected by the act 8 Ed. VII. ch. 69, in regard to the minimum amount of its subscribed capital stock and other provisions.

DEMERS & DEMERS,
Attorneys for applicant.

788

Notice is hereby given that Alexis Turgeon, in the city of Sorel, Richelieu district, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the college of dental surgeons of the province of Quebec, to admit him to the practice of dental surgery after examinations.

G. E. MATHIEU,
Attorney for applicant.

Sorel, 16th January, 1909. 54

La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à avoir son bureau principal en la ville de Lévis, enlevant toute restriction, quant aux limites territoriales où la compagnie peut faire affaires et pour que les dispositions de sa charte spéciale, 5 Ed. VII. ch. 70, ne soient pas affectées par la loi 8 Ed. VII. ch. 69, en ce qui concerne le montant minimum de son capital-actions souscrit et autres dispositions.

DEMERS & DEMERS,
Procureurs du requérant.

787-2

Avis est par le présent donné que Alexis Turgeon, de la cité de Sorel, district de Richelieu, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examens.

G. E. MATHIEU,
Avocat du requérant.

Sorel, 16 janvier 1909. 541.4

Avis est donné que Joseph Adélarde Provencher, étudiant en droit, de la cité des Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, présentera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, un projet de loi à l'effet d'amender le statut de 1903, 3 Édouard VII, chapitre 139, en substituant aux mots "l'examen final" dans la troisième ligne de l'article premier, les mots "un examen oral sur le code civil, le code de procédure civile et le code criminel".

J. A. TESSIER,
Procureur du dit J. A. Provencher.
Trois-Rivières, 20 janvier 1909. 499.5

AVIS.

Il est donné avis par le présent que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session par Macolm Fraser, Archibald Andrew Fraser, tous deux de la ville de Fraserville, par Dame Alice Fraser, de la cité de Montréal, épouse de Hector Prévost, et par Arthur C. Sutherland et Dame Marie Anne Brunelle, épouse du dit Arthur C. Sutherland, de la dite ville de Fraserville, tuteurs conjoints à Marie Yvonne Henriette Fraser, fille mineure de feu Joseph William Fraser, les héritiers de feu William Fraser, en son vivant seigneur des seigneuries de la Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc et de Villaray, de permettre aux dits héritiers de concéder et vendre légalement, notwithstanding la minorité de la dite Marie Yvonne Henriette Fraser, les terrains situés dans les dites seigneuries Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc et de Villaray.

BEDARD, CHALOUT & PREVOST,
Procureurs des requérants.
Québec, 18 janvier 1909. 497-5

Avis est, par les présentes, donné que la corporation municipale du village de Sainte-Anne de Beaupré, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi lui accordant certains pouvoirs spéciaux de réglementation pour le maintien de la paix et de l'ordre public, pour la protection et l'accommodation des pèlerins et voyageurs; pour la division de la municipalité en quartiers; pour l'octroi, aux conditions qu'il plaira au conseil municipal d'imposer, des licences ou l'imposition d'une taxe aux maîtres de pension, aux cochers de place, aux marchands colporteurs ou autres y faisant un commerce quelconque, et pour autres fins.

FERDINAND ROY,
Avocat de la corporation requérante.
Québec, 20 janvier 1909. 491.5

Avis est par les présentes donné que la compagnie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant l'acte 4 Édouard VII, chapitre 71, section 10, en prolongeant le délai pour commencer et compléter les embranchements et extensions y mentionnés et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Avocat de la compagnie requérante.
Québec, 21 janvier 1909 527.5

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Eugénie Dionne, veuve de sieur Arthur Dusseault, en son vivant, marchand, de l'Islet, comté de l'Islet, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, demeurant au dit lieu de l'Islet, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte révoquant deux actes de donation fiduciaire qu'elle a consentis le vingt-neuf novembre 1899 et le quatorze décembre 1899, devant Mre C. Leclerc, N. P., en faveur de ses dits enfants mineurs, et portant respectivement les numéros 2953 et 2970, des minutes du répertoire du dit Mre Leclerc.

AIME M. DECHENE,
Procureur de la requérante.
Montmagny, 9 janvier 1909. 477.5

Notice is given that Joseph Adélarde Provencher, student at law, of the city of Three Rivers, in the district of Three Rivers, will present to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, a bill to amend the statute of 1903, 3 Edward VII, chapter 139, by substituting to the words "final examination" in the third line of article one, the words "an oral examination on the civil code, the code of civil procedure and the criminal code".

J. A. TESSIER,
Attorney for the said J. A. Provencher.
Three Rivers, 20th January, 1909. 500

NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Macolm Fraser, Archibald Andrew Fraser, both of the town of Fraserville, by Dame Alice Fraser, of the city of Montreal, wife of Hector Prévost, and by Arthur C. Sutherland and Dame Marie Anne Brunelle, wife of the said Arthur C. Sutherland, of the said town of Fraserville, joint tutors to Marie Yvonne Henriette Fraser, minor female child of the late Joseph William Fraser, the heirs of the late William Fraser, in his lifetime seigneur of the seignories of Rivière du Loup, de Verbois de Le Parc and the Villaray, to permit the said heirs to cease and legally sell, notwithstanding the minority of the said Marie Yvonne Henriette Fraser, the lands situate in the said seignories of Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc and the Villaray.

BEDARD, CHALOUT & PREVOST,
Attorneys for petitioners
Québec, 18th January, 1909. 498

Notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Sainte-Anne de Beaupré, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act granting it certain special administrative powers, for the maintenance of the peace and public order, for the protection and accommodation of pilgrims and travellers; for the division of the municipality into wards; for the granting, on the conditions it shall please to the municipal council to impose, of licenses or the imposition of a tax on boarding house keepers, on carters, on peddlers or others there doing business of any kind, and for other purposes.

FERDINAND ROY,
Advocate for the petitioning corporation.
Québec, 20th January, 1909. 492

Notice is hereby given that the Québec & Lake Saint John Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend chapter 71, section 10, of 4 Edward VII, by extending the time for the commencement and completion of the branch lines and extensions therein mentioned for other purposes.

L. A. CANNON,
Solicitor for applicant.
Québec, 21st January, 1909. 528

Notice is hereby given that Dame Marie Eugénie Dionne, widow of Sieur Arthur Dusseault, in his lifetime, merchant, of l'Islet county of l'Islet, in her quality of tutrix to her minor children, residing in the said place l'Islet, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to revoke two deeds of fiduciary donation consented to by her the twenty ninth of November, 1899, and the fourteenth of December, 1899, before Mre C. Leclerc, N. P., in favor of her said minor children, and bearing respectively the numbers 2953 and 2970 of the minutes and repertory of the said Mre Leclerc.

AIME M. DECHENE,
Attorney for petitioner.
Montmagny, 19th January, 1909. 478

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que mesdemoiselles Hermine Têtu, Azarine Caron, Valérie Rivard, Amélie Smith et Marie Hamel, de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation, elles et toutes autres personnes qu'elles pourront s'adjoindre, sous le nom de "L'Œuvre de Protection des Jeunes Filles", avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens et autres fins.

SIROIS & SIROIS,
Procureurs des requérantes.

Québec, 23 janvier 1909. 545.4

Avis est par le présent donné que Haralampos Koutsogianopoulos, Michael George Cocoliades, Konstantinos Metrakos, George N. Kyriazopoulos et Demetrios A. Zarafonides, tous de la cité de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer et les déclarer en un corps politique et incorporé, sous le nom de "The Greek Orthodox Church Evangelismos", avec pouvoir de tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les autres droits concernant les corporations religieuses, aussi les incorporer en une association mutuelle de bienfaisance, sous le nom de "The Greek Orthodox Mutual Benefit Association", et une association de bienfaisance grec, dans le but d'assister les pauvres et indigents grecs, sous le nom de "The Greek Charitable Association of Montreal", et aussi les incorporer comme école pour les grecs de Montréal, sous le nom de "The Greek Orthodox School", avec pouvoir d'acheter et vendre des terrains et propriétés pour les susdites fins et avec tous les pouvoirs ordinairement accordés pour incorporer des corporations dans la province de Québec.

WALSH & WALSH,
Procureurs des requérants.

Montréal 18 janvier 1909. 441.5

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par M. Octave Beaubien, de la ville de Montmagny, pour obtenir la ratification de deux actes de ventes, passés le 18 janvier 1909, devant Mtre Georges Wilfrid Pion, N. P., entre le requérant et Adéard Collin, de la ville de Montmagny, et entre le requérant et Joseph Tremblay, aussi de la ville de Montmagny, d'une terre étant les Nos. 18, 19 et 116 de la ville de Montmagny et partie du No 299, du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, la dite terre ayant été substituée par le testament de l'honorable J. O. Beaubien, passé devant Mtre F. X. Gendreau, N. P., en date du 28 octobre 1877, et enregistré sous le No 6128.

CHARLES FREMONT,
Procureur du requérant.

Québec, 19 janvier 1909. 457.5

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, à la prochaine session de la législature de la province de Québec, Gaspard Lemoine et Victor Châteauevert, négociants, et René Lemoine, Alexandre Châteauevert et Onésime Châteauevert, commis, tous de la cité de Québec, demanderont la passation d'une loi les incorporant, eux et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires de la dite compagnie, sous le nom de "J. B. Renaud & Cie, Limitée", aux fins d'acquérir et d'exercer le commerce actuellement exercé par les dits Gaspard Lemoine et Victor Châteauevert, en société, sous le nom de "J. B. Renaud & Cie", en la cité de Québec, et pour autres fins.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Procureurs des requérants.

Québec, 4 février 1909. 709-3

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Misses Hermine Têtu, Azarine Caron, Valérie Rivard, Amélie Smith and Marie Hamel, of the city of Quebec, shall make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and any other persons as "L'Œuvre de Protection des Jeunes Filles", with the right of possessing real estate and for other purposes.

SIROIS & SIROIS,
Attorneys for the petitioners.

Quebec, 23rd January, 1909. 546

Notice is hereby given that Haralampos Koutsogianopoulos, Michael George Cocoliades, Konstantinos Metrakos, George N. Kyriazopoulos and Demetrios A. Zarafonides, all of the city of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them and declare them to be a body politic and corporate, under the name of "The Greek Orthodox Church Evangelismos", with power to keep registers of acts of civil status and exercise all other rights incidental to religious corporations, also to incorporate them as a mutual benefit association under the name of "The Greek Orthodox Mutual Benefit Association", and a greek charitable association for the purpose of assisting the poor and indigent among the greeks under the name of "The Greek Charitable Association of Montreal", and also to incorporate them as a school for the greeks of Montreal, under the name of "The Greek Orthodox School", with power to buy and sell land and property for the purposes aforesaid and with all the powers usually granted to incorporate bodies in the province of Quebec.

WALSH & WALSH,
Attorneys for applicants.

Montreal, 18th January, 1909. 442

Notice is hereby given that Octave Beaubien, esq., of the town of Montmagny, will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act confirming two deeds of sale, dated 18th January, 1909, before Georges Wilfrid Pion, N. P., from the applicant to Adéard Collin, of the town of Montmagny, and another from the applicant to Joseph Tremblay, of the said town of Montmagny, of a property being the Nos. 18, 19 and 116 of the said town of Montmagny and part of No. 299, of the cadastre of the parish of Saint Thomas, the said property having been substituted by the will of the late Honorable J. O. Beaubien, dated 28th October, 1877, before F. X. Gendreau, N. P., and registered as No. 6128.

CHARLES FREMONT,
Attorney for applicant.

Quebec, 19th January, 1909. 458

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Gaspard Lemoine and Victor Châteauevert, traders, and René Lemoine, Alexandre Châteauevert and Onésime Châteauevert, clerks, all of the city of Quebec, will apply for an act incorporating them and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name of "J. B. Renaud & Cie, Limitée", for the purpose of acquiring and carrying on the business now carried on by the said Gaspard Lemoine and Victor Châteauevert in partnership, under the name of "J. B. Renaud & Cie", at the city of Quebec, and for other purposes.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Attorneys for applicants.

Quebec, 4th February, 1909. 710

AVIS.

Avis public est par le présent donné par George Vandyke, marchand de bois, de la cité de Boston, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Edwin P. Lindsay, manufacturier, du même lieu, Charles C. Wilson, de Auburn, dans l'état du Maine, un des états-unis d'Amérique, marchand de bois, Willard N. Munroe, du même lieu, manufacturier, et Frank McCrea, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, marchand de bois, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Angus Short Line", avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer de East Angus à Cookshire, à travers les cantons de Westbury et Eaton, tous deux du comté de Compton, avec tous les pouvoirs légaux et nécessaire pour atteindre son objet.

J. VALMORE D'ARTOIS,

Procureur des requérants

Richmond, 12 janvier 1909, 329-5

Avis est par le présent donné que The Canadian Light and Power Company s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les sections 14 et 17 de 4 Elboward VII, chapitre 78, et de révoquer la section 16 et pour autres fins.

H. R. MALLISON,

Secrétaire-trésorier.

The Canadian Light and Power Company.
Montréal, 27 janvier 1909. 619-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie, sous le nom de Compagnie d'Chemin de Fer de Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve, avec les pouvoirs suivants :

(a) Arpenter, tracer, construire, équiper, maintenir et mettre en opération une ligne ou des lignes de chemin de fer d'aucun point dans la ville ou dans la paroisse de Lachine, à un point sur la rive du fleuve Saint-Laurent, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, ou dans la ville de Maisonneuve, passant en arrière de la Montagne de Montréal, avec pouvoir d'étendre telle ligne ou lignes de chemin de fer, du point de départ à Dorval d'un côté, et de l'autre côté au bout nord de l'île de Montréal.

(b) Construire, acquérir, posséder et naviguer des vaisseaux à vapeur et autres, pour le transport du fret et des passagers sur toutes les eaux navigables que le chemin de fer peut atteindre ou être en communication ; construire, ériger, acquérir, maintenir et mettre en opération des bassins, chantiers, quais, glissoires, jetées, entrepôts et élévateurs dans tous les endroits sur le chemin de fer ou en communication avec icelui.

(c) Faire toute convention ou tout arrangement, ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie de chemin de fer.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1909. 727-3

AVIS.

La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'emprunter pour la construction de nouvelles écoles et l'agrandissement d'une école déjà construite, la somme de cent cinquante mille dollars, amendant en conséquence la loi 54 Victoria chapitre 53.

ULRIC LAFONTAINE,

431.5 Secrétaire trésorier.

NOTICE

Public notice is hereby given by George Vandyke, lumber merchant, of the city of Boston, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Edwin P. Lindsay, manufacturer, of the same place, Charles C. Wilson, of Auburn, in the state of Maine, one of the united states of America, lumber merchant, Willard N. Munroe, of the same place, manufacturer, and Frank McCrea, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, lumber merchant, that application will be made to the Quebec Provincial Legislature, at its next session, for an act to incorporate the Angus Short Line, with power to build and operate a railway from East Angus to Cookshire through the townships of Westbury and Eaton, both in the county of Compton, with all lawful and necessary powers to attain its object.

J. VALMORE D'ARTOIS,

Attorney for applicants.

Richmond, 12th January, 1909. 330

Notice is hereby given that the Canadian Light and Power Company will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend sections 14 and 17 of 4 Elboward VII, chapter 78, and to repeal section 16 and for other purposes.

H. R. MALLISON,

Secretary treasurer.

The Canadian Light and Power Company.
Montréal, 27th January, 1909. 620

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company, under the name of the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Co., with the following amongst other powers :

(a) To survey, lay out, construct, equip, maintain and operate a line or lines of railway from any point in the town, or in the parish of Lachine, to a point on the bank of the river Saint Lawrence, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, or in the town of Maisonneuve, passing in rear of the Mountain of Montreal, with power to extend such line or lines of Railway, from the starting point to Dorval on the one side, and to the northern end of the island of Montreal, on the other.

(b) To construct, acquire, own and navigate, steam and other vessels, for the conveyance of cargo and passengers, upon any navigable waters which the Railway may reach, or connect with ; to construct, erect, acquire, maintain and operate, docks, dockyards, wharves, slips, piers, warehouses and elevators, in all places on or connected with the railway.

(c) To enter into any agreement or arrangement, or to amalgamate, with any other railway company.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,

Sollicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1909. 728

NOTICE.

The Montreal Catholic School Board will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for authority to borrow the sum of one hundred and fifty thousand dollars, thus amending the law 54 Victoria, chapter 53, to enable said board to build new schools and enlarge an old one.

ULRIC LAFONTAINE,

432 Secretary treasurer.

Nous vous donnons avis de la part de MM. Charles Chaput, négociant, de Montréal, Farquhar Robertson, de Montréal, S. D. Vallières, bourgeois, de Montréal, et Victor Morin, notaire, de Montréal, qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la charte de la ville de Montréal soit amendée pour les fins suivantes :

1^{re} Réduction du nombre des échevins de deux à un par quartier.

2^{de} Création d'un bureau de commissaires dont le maire sera le président pour l'administration des affaires civiles, et aussi pour toutes autres questions se rattachant à l'administration des affaires civiles de la cité de Montréal.

BEAUDIN, LORANGER.

ST. GERMAIN & GUERIN,

Procureurs.

Montréal, 4 février 1909.

711-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "Lyman, Limited" (incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de la Puissance), ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, et Henry H. Lyman, Arthur Lyman, Albert Clarence Lyman et Walter Ernest Lyman, tous des cité et district de Montréal, et "The Royal Trust Company", Henry H. Lyman et Albert Clarence Lyman, en leur qualité de fidei-commis et exécuteurs du testament de feu Frederick S. Lyman, pour obtenir un acte afin de ratifier le transfert à "Lyman, Limited", des affaires ci-dessus faites à Montréal, sous les noms et raison de Lyman Sons & Co., y compris le transfert de l'immeuble connu comme lots portant les numéros officiels 25 et 26, du quartier centre, et 1540 du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, y compris aussi le transfert de tous les droits de la succession de feu Frederick S. Lyman, dans les affaires et immeubles ci-dessus mentionnés, et pour ratifier tous les actes passés dans le but de donner effet aux susdits transferts et transactions.

LAFLEUR, MACDOUGALL.

MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1909.

733-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite par Vivian Burrill, de Shawinigan Falls, J. H. Salter, de Montréal, H. Biermans, de Shawinigan Falls, J. E. Aldred, de Montréal, et A. E. Paquette, de Shawinigan Falls, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill afin d'incorporer les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir membres de la dite corporation en corps politique et incorporé, sous le nom de "Hôpital Général de Shawinigan Falls", et pour autoriser Julien C. Smith, en sa qualité de curateur à la succession vacante de James Ryan, de transporter et donner à la dite corporation proposée les argentés appartenant à la succession vacante du dit James Ryan, et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,

& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 3 février 1909.

731-3

Avis est donné par la succession de feu Dame Adine Pemberton, en son vivant épouse de M. Siméon Lesage, de la cité de Québec, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passage d'une loi aux fins d'autoriser la vente des biens délaissés par la dite Dame Lesage, notwithstanding la substitution créée par son testament, et autres fins.

S. LESAGE.

Québec, 16 février 1909.

739-3

We hereby given notice in behalf of Messrs. Charles Chaput, trader, of Montreal, Farquhar Robertson, of Montreal, S. D. Vallières, gentleman, of Montreal, and Victor Morin, notary, of Montreal, they will apply for a bill to the Legislature of Quebec, at its next session, to amend the charter of the city of Montreal, for the following purposes :

1. Reduction of the number of aldermen from two to one for each ward.

2. Creation of a board of commissioners of whom the mayor, shall be president, for the administration of civil affairs, and also for any other questions pertaining to the administration of the civil affairs of the city of Montreal.

BEAUDIN, LORANGER.

ST. GERMAIN & GUERIN.

Attorneys.

Montreal, 4th February, 1909.

712

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "Lyman, Limited" (incorporated under The Dominion Companies' Act), having its head office in the city of Montreal, and Henry H. Lyman, Arthur Lyman, Albert Clarence Lyman and Walter Ernest Lyman, all of the city and district of Montreal, and the Royal Trust Company, Henry H. Lyman and Albert Clarence Lyman, in their quality of trustees and executors under the last will and testament of the late Frederick S. Lyman, for an act to ratify the transfer to "Lyman, Limited" of the business heretofore carried on at Montreal under the name, style and firm of Lyman Sons & Co., including the transfer of the real estate known as lots bearing official numbers 25 and 26, centre ward, and 1540, of Saint Ann's ward, in the city of Montreal, including also the transfer of all the rights of the estate of the late Frederick S. Lyman, in the above mentioned business and real estate, and ratifying all the deeds passed for the purpose of giving effect to the aforesaid transfers and transactions.

LAFLEUR, MACDOUGALL.

MACFARLANE & POPE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1909.

734

Public notice is hereby given that application will be made by Vivian Burrill, of Shawinigan Falls, J. H. Salter, of Montreal, H. Biermans, of Shawinigan Falls, J. E. Aldred, of Montreal, and A. E. Paquette, of Shawinigan Falls, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill to incorporate the said applicants and such other persons as may become members of the said corporation a body politic and corporate, under the name of Shawinigan Falls General Hospital, and to authorize Julien C. Smith, in his quality of curator to the vacant estate of James Ryan, to transfer and hand over to the said proposed corporation monies belonging to the vacant estate of the said James Ryan, and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,

& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 3rd February, 1909.

732

Notice is given by the estate of the late Dame Odine Pemberton, in her lifetime wife of Mr. Siméon Lesage, of the city of Quebec, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the sale of the property bequeathed by the said Dame Lesage, notwithstanding the substitution created by her will and other purposes.

S. LESAGE.

Quebec, 16th February, 1909.

740

Avis Divers

EXTRAIT certifié des minutes d'une assemblée spéciale des actionnaires de "The Montreal & Saint Lambert Terminal Development Company", tenue au bureau principal de la compagnie, dans la cité de Montréal, le 16^e jour de février 1909.

Etaient présents : J. Alexander Smith, F. Edmund M. Smith, Charles Egbert Huston, A. George Brooke Claxton, Thomas Reginald Ker, tous actionnaires de la compagnie.

Il a été proposé par M. Claxton, secondé par M. F. Edmund M. Smith et unanimement résolu que le règlement suivant soit adopté :

RÈGLEMENT 42.

"Que les directeurs de la compagnie soient et sont par le présent augmentés de cinq à sept."

Je, soussigné, E. A. Mumford, le secrétaire de "The Montreal & Saint Lambert Terminal Development Company", certifie que ce qui précède est une copie vraie et correcte des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la dite compagnie, passées à l'assemblée convoquée et tenue dans la cité de Montréal, le 16^e jour de février 1909, à laquelle cinq actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou représentés par procuration, représentant plus que les deux tiers du stock souscrit de la compagnie.

E. A. MUMFORD,

Secrétaire.

905

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2808.

Dame Alphonsine Bélanger, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur,

vs

Charles Emile Trudeau, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

LEON FARIBAULT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 28 janvier 1909.

749-2

Dame Dora Gervais a pris une action en séparation de biens contre son mari, Ferdinand Savard, du township de Saint-Edwidge de Clifton, dans le district de Saint-François, forgeron, le 1^{er} février courant (1909), à la cour supérieure du district de Saint-François, No 983.

ST. PIERRE & VERRET,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 1^{er} février 1909.

661-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1032.

Dame Elisa Lapeyre, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Ernest Lelarge, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

TURCOTTE & DELISLE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 27 janvier 1909.

579-4

Cour Supérieure.—Beauce.

No 18.

Mary Tremblay, épouse commune en biens de Marcel Provençal, industriel, de East Broughton,

vs

Le dit M. Provençal.

La demanderesse a instituée ce jour, contre le défendeur, une action en séparation de biens.

HAMEL, POIRIER & BOLDDUC,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 12 janvier 1909.

591-4

Miscellaneous Notices

CERTIFIED extract from the minutes of a special meeting of the shareholders of the Montreal & Saint Lambert Terminal Development Company, held at the company's head office, at the city of Montreal, on the 16th day of February, 1909.

There were present : J. Alexander Smith, F. Edmund M. Smith, Charles Egbert Huston, A. George Brooke Claxton, Thomas Reginald Ker, being all the shareholders of the said company ;

It was moved by Mr. Claxton, seconded by Mr. F. Edmund M. Smith and unanimously resolved that the following by-law be passed :

BY LAW 42.

"That the directors of the company be and are hereby increased from five to seven."

I, the undersigned, E. A. Mumford, the secretary of The Montreal & Saint Lambert Terminal Development Company, do hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of the minutes of a special general meeting of the shareholders of the said company, passed at the meeting called and held at the city of Montreal, on the 16th day of February, 1909, at which five shareholders of the company were present in person or represented by proxy, representing more than two-thirds of the subscribed stock of the company.

E. A. MUMFORD,

Secretary.

906

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2808.

Dame Alphonsine Bélanger, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant herein,

vs

Charles Emile Trudeau, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

LEON FARIBAULT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th January, 1909.

750

Dame Dora Gervais has taken an action in separation as to property against her husband, Ferdinand Savard, of the township of Saint Edwidge of Clifton, in the district of Saint Francis, blacksmith, on the 1st day of February instant (1909), before the superior court for the district of Saint Francis, No. 983.

ST. PIERRE & VERRET,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 1st February, 1909.

662

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1032.

Dame Elisa Lapeyre, of the city of Quebec, wife common as to property of Ernest Lelarge, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

TURCOTTE & DELISLE,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 27th January, 1909.

580

Superior Court.—Beauce.

No. 18.

Mary Tremblay, wife common as to property of Marcel Provençal, industrial, of East Broughton,

vs

The said M. Provençal.

The plaintiff has this day, instituted an action against the defendant, for separation as to property.

HAMEL POIRIER & BOLDDUC,

Attorneys for plaintiff.

Saint-Joseph, Beauce, 12th January, 1909.

592

Province de Québec, district de Montréal, No 547.—Florina Bibeau, épouse de Joseph Sylvestre, boucher, des cité et district de Montréal, autorisée à ester en justice, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

LAFLAMME, MITCHELL,
& CHENEVERT.

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 10 février 1909. 811-2

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 309.

Dame Arcelie Gauthier, épouse de Johny Paquette, navigateur, de la paroisse de Champlain, a institué, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

L. P. GUILLET,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 26 janvier 1909. 601-4

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 287.

Dame Graziella Leblond, épouse de Alphonse Bruno Chaillez, de Shawenegan Falls, a institué ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

L. P. GUILLET,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 15 janvier 1909. 493-5

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 844.

Dame Blanche Eva Pelletier, épouse de Edouard Brunet, de Québec, a institué, le 22 janvier 1909, une action en séparation de biens contre son mari.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,

623-4 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1008.

Dame Eva Arsenault, épouse de Jos. Arthur Finet, de Québec, a institué, le 25 janvier 1909, une action en séparation de biens contre son mari.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,

609-4 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 281.

Dame Léopoldine Dessureault, épouse de Valère Trottier, forgeron, de la paroisse de Saint-Stanislas,

Demanderesse ;

vs

Le dit Valère Trottier, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BLONDIN & DESY,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 12 janvier 1909. 435-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1134

Dame Déla Corbeau, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Boivin, entrepreneur, du même lieu,

Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Boivin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-neuvième jour de janvier, mil neuf cent neuf.

JOSEPH ADAM,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 19 janvier 1909. 481-5

Province of Quebec, district of Montreal, No 547.—Florina Bibeau, wife of Joseph Sylvestre, of the city and district of Montreal, butcher, authorised to *ester en justice*, has instituted this day, an action in separation as to property against her husband.

LAFLAMME, MITCHELL
& CHENEVERT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th February, 1909. 812

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 309.

Dame Arcelie Gauthier, wife of Johny Paquette, sailor, of the parish of Champlain, has instituted this day, against her husband, an action for separation as to property.

L. P. GUILLET,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 26th January, 1909. 602

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 287.

Dame Graziella Leblond, wife of Alphonse Bruno Chaillez, of Shawenegan Falls, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

L. P. GUILLET,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 15th January, 1909. 494

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 844.

Dame Blanche Eva Pelletier, wife of Edouard Brunet, of Québec, has, on the 22nd January, 1909, instituted an action for separation as to property against her husband.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,

624 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 1008.

Dame Eva Arsenault, wife of Jos. Arthur Finet, of Québec, have, 25th January, 1909, instituted an action for separation as to property against her husband.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,

610 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 281.

Dame Léopoldine Dessureault, wife of Valère Trottier, blacksmith, of the parish of Saint-Stanislas,

Plaintiff ;

vs

The said Valère Trottier, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

BLONDIN & DESY,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 12th January, 1909 436

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1134.

Dame Déla Corbeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Boivin, contractor, of the same place,

Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Boivin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the nineteenth day of January, 1909.

JOSEPH ADAM,

Advocate for the plaintiff.

Montreal, 19th January 1909. 482

Avis de Faillites

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de J. T. Bolt & Co., de Montréal,
Faillis.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la
cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé
curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs récla-
mations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
Montréal, 12 février 1909. 849

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 76.

C. Parsons & Son, Limited,
vs
Créanciers réquerant cession ;

Edward J. King, de la cité de Sherbrooke, dans le
district de Saint-François, fabricant de harnais
et commerçant, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit débi-
teur failli, le 12^e jour de février 1909 a fait un
abandon judiciaire de ses biens, au bureau du pro-
tonotaire de la cour supérieure, dans et pour le dis-
trict de Saint-François, au palais de justice, dans la
cité de Sherbrooke, dans le dit district.

JAMES P. WATSON, Jr.,
Gardien provisoire.

Sherbrooke, 13 février 1909. 861

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 53.

Dans l'affaire de Gédéon Beaunoyer, marchand,
Failli.

Avis est par le présent donné que, par ordre de
la cour, en date du 11 février 1909, j'ai été nommé
curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un
abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créan-
ciers.

Les réclamations assermentées devront être pro-
duites à mon bureau sous trente jours de la pré-
sente date.

JOSEPH LAVOIE, Jr.,
Curateur.

Joseph Lavoie, jr., comptable,
Saint Jean, P. Q. 859

AVIS

Oliva Trudeau, de la cité de Sherbrooke, mar-
chand, a, le huitième jour de février 1909, fait ces-
sion judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers, au bureau du protonotaire de la cour
supérieure du district de Saint-François, conformé-
ment à la loi.

L. RODOLPHE LANGIS,
Gardien provisoire.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 17.

Re Adélar Savard, droguiste, Montréal,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur
a fait, ce quinziesme jour de février 1909, un aban-
don judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

HONORIUS LAURENCELLE,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,
No 2, Place d'Armes,
Montréal, 17 février 1909. 917

Bankrupt Notices

NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of J. T. Bolt & Co., of Montreal,
Insolvents.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of
the city of Montreal, chartered accountant, have
been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before
me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Montreal, 12th February, 1909. 850

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 76.

C. Parsons & Son, Limited,
vs
Creditors demanding assignment ;

Edward J. King, of the city of Sherbrooke, in the
district of Saint Francis, harness maker and
trader, Insolvent.

Public notice is hereby given that the above
named debtor insolvent made a judicial abandon-
ment of his property, at the office of the prothono-
tary of the superior court, in and for the district
of Saint Francis, at the court house, in the city of
Sherbrooke, in said district, on the 12th day of
February, 1909.

JAMES P. WATSON, Jr.,
Provisional guardian.

Sherbrooke, 13th February, 1909. 862

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 53.

In the matter of Gedeon Beaunoyer, merchant,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the eleventh day
of February, 1909, by an order of the court, the
undersigned was appointed curator to the property
of the said insolvent, who has made a judicial
abandonment of his property for the benefit of his
creditors.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this notice.

JOSEPH LAVOIE, JR.,
Curator.

Joseph Lavoie, jr., accountant.
Saint John, P. Q. 860

NOTICE.

Oliva Trudeau, of the city of Sherbrooke, mer-
chant, has, the eighth day of February, 1909, made
a judicial abandonment of his property for the be-
nefit of his creditors, at the office of the prothono-
tary of the superior court for the district of Saint
Francis, according to law.

L. RODOLPHE LANGIS,
Provisional guardian.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 17.

Re Adélar Savard, druggist, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that the said debtor has
made, this fifteenth day of February, 1909, a judi-
cial abandonment of his assets for the benefit of his
creditors, at the prothonotary's office of this court.

HONORIUS LAURENCELLE,
Sub. provisional guardian.

Office of Lamarche & Laurencelle,
No. 2, Place d'Armes,
Montreal, 17th February, 1909. 918

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dame Mériilda Caron (Nap. Guilbault & Co), Faillie.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été d'abord nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Davidson, le 13e jour de février 1909.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, (s'il ne l'ont pas encore fait), No 15, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur. 903

Montréal, 16 février 1909.

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 184.

A. Henri Gingras, créancier, Demandeur ;

vs

Alfred Pinel, boulanger et commerçant, de la ville de Waterloo, dit district, débiteur, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit Alfred Pinel a, le 13 février courant, fait au bureau du protonotaire de la cour supérieure dans et pour le district de Bedford, à Sweetsburg, une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire.

A. H. GINGRAS,
Gardien provisoire. 899

Sweetsburg 15 février 1909.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 152

In re Dame Azélie Carrière, curatrice à son époux, S. Hurteau, de Montréal, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 mars 1909, après laquelle date le dividende sera payable à notre bureau.

A. LAMARCHE,
H. LAURENCELLE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,
Bâtisse Assurance Royale,
No 2, Place d'Armes.
Montréal, 17 février 1909. 921

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 7.

Re Alfred Fortin, "Wilson Coal Co", Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le débiteur a fait, ce treizième jour de février 1909, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

HONORIUS LAURENCELLE,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,
No 2 Place d'Armes,
Montréal, 17 février 1909. 919

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de M. Jérémie Boudrias, hôtelier, de Montréal, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 15 février 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 17 février 1909. 923

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Dame Mériilda Caron (Nap. Guilbault & Co), Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Davidson, on the 13th day of February, 1909.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so). No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator. 904

Montreal, 16th February, 1909.

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 184

A. Henri Gingras, creditor, Plaintiff ;

vs

Alfred Pinel, of the town of Waterloo, said district, baker and trader, debtor, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 13th February instant, said Alfred Pinel has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors in the office of the protonotary of the superior court for the district of Bedford, at Sweetsburg, in said district, and that I have been appointed provisional guardian.

A. H. GINGRAS,
Provisional guardian. 900

Sweetsburg, 15th February, 1909.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 152.

In re Dame Azélie Carrière, curatrix to her husband, S. Hurteau, of Montreal, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared, and open to objection until 9th March, 1909, after which date the dividend will be paid at our office.

A. LAMARCHE,
H. LAURENCELLE,
Joint curators.

Office of Lamarche & Laurencelle,
Royal Insurance Building,
No. 2, Place d'Armes.
Montreal, 17th February, 1909. 922

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 7.

Re Alfred Fortin, "Wilson Coal Co.", Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said debtor has made, this thirteenth day of February, 1909, a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of this court.

HONORIUS LAURENCELLE,
Sub. provisional guardian.

Office of Lamarche & Laurencelle,
No. 2, Place d'Armes,
Montreal, 17th February, 1909. 920

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Mr. Jérémie Boudrias, hotel-keeper, of Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 15th February, 1909, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate must file them with me within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 17th February, 1909. 924

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Dans l'affaire de la Compagnie de l'Aqueduc de la banlieue de Saint-Hyacinthe, Failli.

Avis est par les présentes donné que, en vertu d'un jugement de la cour supérieure, en date du 13 février 1909, le soussigné a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite compagnie sont requises de les produire, dûment assermentées, au bureau du soussigné, en la dite cité de Saint-Hyacinthe, sous trente jours de cette date.

J. N. CABANA,
Liquidateur.

173¹/₂, boulevard Girouard.
Saint-Hyacinthe, 16 février 1909. 931

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 77.

Dans l'affaire de Napoléon Godbout, commerçant, de Saint-Georges de Windsor, Insolvent.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

G. E. BEGIN,
Dép. gardien provisoire.

Bureau : Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 15 février 1909 929

Licitation

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 361.

LICITATION

Avis public est par le présent donné, que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le 10 février 1909 dans une cause dans laquelle Antoine Bergeron, cultivateur, de Sainte-Hélène-de-Chester, est Demandeur et Dame Marie alias Annie Bergeron, épouse de Narcisse Beaufant, de Lowell, état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Jean Goulet, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester, en sa qualité de tuteur dûment élu en justice à Rose-Anna Beauchesne, du dit lieu de Lowell, Julienne Beauchesne, fille majeure, et Arthur Beauchesne, ces deux derniers du même lieu de Lowell, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant :

La partie centre nord-ouest du lot No 4 du 2^e rang du canton Chester, contenant 50 acres de terre en superficie, maintenant connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Hélène sous le No 102.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchériseur, le QUINZIÈME jour de MARS 1909 cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice, de la ville d'Arthabaska, à DIX heures de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, ou afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court*
UNDER THE WINDING UP ACT.

In the matter of "La Compagnie d'Aqueduc de la banlieue de Saint-Hyacinthe", Insolvent.

Notice is hereby given that, by judgment of the superior court, dated the 13th February, 1909, the undersigned was appointed liquidator of the said company.

All persons having claims against the company are requested to produce them, duly sworn, at the office of the undersigned, in the said city of Saint-Hyacinthe, within thirty days from this date.

J. N. CABANA,
Liquidator.

173¹/₂, Girouard boulevard.
Saint-Hyacinthe, 16th February, 1909. 932

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-François. }
No 77.

In the matter of Napoléon Godbout, trader, of Saint-George de Windsor, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Sherbrooke, in the district of Saint-François.

G. E. BEGIN,
Dep. provisional guardian.

Office : Belanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 15th February, 1909. 930

Licitation

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 361.

LICITATION

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Arthabaska, in the district of Arthabaska, the 10th February, 1909, in a cause in which Antoine Bergeron, farmer, of Saint-Hélène-de-Chester, is Plaintiff, and Dame Marie alias Annie Bergeron, wife of Narcisse Beaufant, of Lowell, state of Massachusetts, one of the united states of America and the latter to authorize and assist his said wife for the purpose hereof, Jean Goulet, farmer, of the said parish of Saint-Hélène-de-Chester, in his quality of duly appointed tutor in justice to Rose-Anna Beauchesne, of the said place of Lowell, Julienne Beauchesne, spinster, and Arthur Beauchesne, laborer, the two latter of the same place of Lowell, are Defendants, ordering the licitation of the following immovable :

The north west centre part of lot No. 4 of the 2nd range of the township of Chester, containing 50 acres of land in area, now known and described on the official cadastre of the said parish of Saint-Hélène, under the No. 102.

The immovable above described will be put at auction and adjudged to the last and highest bidder, the FIFTEENTH day of MARCH, 1909, sitting the court, in the court room of the court house, of the town of Arthabaska, at TEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as

adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

GIROUARD & GIROUARD,

Avocats du demandeur.

Arthabaska, 10 février 1909.

845-2

[Première publication, 13 février 1909.]

Ratification

Province de Québec,
District de Montréal.
No 138

Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant F. C. Larose, notaire public, le 25^e jour de janvier 1909, entre George Marion et Dame Marie Louise Dumas, de la cité de Montréal, et Louis Conrad Pelletier, de Laprairie, étant une vente par les dits George Marion et Dame Marie Louise Dumas, au dit Louis Conrad Pelletier, d'un emplacement sis et situé dans le village de Laprairie, sur la rue Sainte-Clothilde, mesurant trente-six pieds de largeur sur environ quatre-vingt-dix-huit pieds de longueur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins quel qu'il soit, devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur—avec maison et autres bâties dessus construites, formant les lots numéros (48 et 49) quarante-huit, quarante-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du village de Laprairie, et en la possession de George Marion et Dame Marie Louise Dumas, comme propriétaires, pendant les trois dernières années ; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit terrain a été acquis par le dit Louis Conrad Pelletier, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 15^e jour de mars 1909, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,

Député protonotaire C. S.

M^{RE} SEVERIN LETOURNEAU,

Avocat du requérant.

Montréal, 5 février 1909.

751-2

[Première publication, 13 février 1909.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : **EUSEBE HOULD ET**
No 11. **UXOR, Demandeur ;**

contre **LOUIS LEVASSEUR, Défendeur.**

Un terrain faisant partie des lots numéro six et sept (6 et 7), du septième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, sous le

above for the sale and adj dication ; and all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be fore closed from so doing.

GIROUARD & GIROUARD,

Attorneys for the plaintiff.

Arthabaska, 10th February, 1909.

846

[First published, 13th February 1909.]

Ratification

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 136.

Superior Court.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed executed before F. C. Larose, notary, on the twenty fifth day of January, 1909, between George Marion and Dame Marie Louise Dumas, of the city of Montreal, and Louis Conrad Pelletier, of Laprairie, being a sale by the said George Marion and Dame Marie Louise Dumas, to the said Louis Conrad Pelletier, of a lot of land situate in the village of Laprairie, on Sainte Clothilde street, measuring thirty six feet in width by about ninety eight feet in length, the whole more or less and without guarantee of precise measure, more or less, as the case may be, to the profit or loss of the purchaser—with a house and other buildings thereon erected, forming the lots numbers (48 and 49) forty eight and forty nine, of the official plan and book of reference of the village of Laprairie, and possessed by George Marion and Dame Marie Louise Dumas, as proprietors, for the three years now last past ; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was required by the said Louis Conrad Pelletier, are hereby notified that application will be made to the said court, on the fifteenth day of March, 1909, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,

Deputy prothonotary S. C.

M^{RE} SEVERIN LETOURNEAU,

Attorney for petitioner.

Montreal, 5th February, 1909.

752

[First published, 13th February, 1909.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : **EUSEBE HOULD ET**
No. 11. **UXOR, Plaintiff ; against**

LOUIS LEVASSEUR, Defendant.

A piece of land being part of the lots number six and seven (6 and 7), of the seventh range of the township of Arthabaska, known and described on the official cadastre for the parish of Saint Nor-

numéro deux cent soixante et six (266)—avec moulin, maison et écurie dessus construite, avec et y compris tous les mouvements et toutes les machineries des moulins à farine et à carder, arbre de couche et tout le matériel des dits moulins, avec le pouvoir d'eau, la dam et chaussée et tous les outils et instruments appartenant aux dits moulins.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Norbert d'Arthabaska, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 15 février 1909. 913
[Première publication, 20 février 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court of Circuit.—District d'Arthabaska, Arthabaska, à savoir : JOSEPH ROSENBERG, No 308 Demandeur ; contre MISAEI TURGEON ET AL, Défendeurs.

Le lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickam, avec le terrain nécessaire à être pris sur le lot numéro cent quatre-vingt-trois (183), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wickam, pour former, en y incluant le dit numéro cent quatre-vingt-cinq, un emplacement de cent quarante-sept pieds de largeur, neuf cent trente-deux pieds de profondeur, avec tous les privilèges d'eau et autres droits réservés ; borné le dit terrain au nord-ouest par Jos. B. Blanchette, au sud-ouest par le chemin de Drummondville, sur les autres côtés par Aimé Boisvert—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Durham le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, 1909, à l'heure de MIDI.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 février 1909. 911
[Première publication, 20 février 1909.]

Ventes par le Sherif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Court Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, DAME MARIA JANE District de Bedford, } PURDY, de la ville de No 8010. } Waterloo, dans le district de Bedford, veuve de feu John Irwin, en son vivant de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le dit district, cultivateur, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOHNSON J. IRWIN ET AL, Défendeurs, es qualité.

Ce morceau de terre étant le lot numéro neuf, dans le huitième rang du canton de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le dit district, comme lot numéro neuf (9), dans le huitième (8) rang de Shefford ; borné au nord par le chemin public, à l'est par le lot numéro dix du même rang, au sud par la ligne du septième rang, et à l'ouest par le lot huit B du huitième rang, contenant 200 acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Save and except a source, sur le dit lot vendue à un nommé Wm. L. Porter, située à environ 35 verges du coin nord-ouest du lot. Le dit morceau de terre sujet à la stipulation d'une rente viagère

bert of Arthabaska, ss number two hundred and sixty six (266)—with the mill, house and stable thereon erected, including also all the accessories and machineries of the flour and carding mills, shaft and all the material of the said mills with the water power, the dam and all the tools and instruments belonging to the said mills.

To be sold at the parochial church door of Saint Norbert of Arthabaska, on the TWENTY SECOND day of MARCH next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 15th February, 1909. 914
[First published, 20th February, 1909].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : JOSEPH ROSENBERG, No. 308. Plaintiff; against MISAEI TURGEON ET AL, Defendants.

The lot number one hundred and eighty five (185), of the official plan and book of reference for the township of Wickam with the necessary land to be taken from the lot number one hundred and eighty three (183), of the said official plan and book of reference for the township of Wickam, to form, with the number one hundred and eighty five (185), an emplacement of one hundred and forty seven feet in width by nine hundred and thirty two feet in depth, with the water privileges and other rights reserved, the said piece of land bounded to the north west by Jos. B. Blanchette, to the south west by the road leading to Drummondville, to the other sides by Aimé Boisvert—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre of Durham, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, 1909, at TWELVE o'clock noon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 17th February, 1909. 912
[First published, 20th February, 1909.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, DAME MARIA JANE District of Bedford, } PURDY, of the town of No. 8010. } Waterloo, in the district of Bedford, widow of the late John Irwin, in his lifetime of the parish of Sainte-Pudentienne, in said district, farmer, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHNSON J. IRWIN ET AL., Defendants es-qualité.

That certain piece of land being lot number nine, in the eighth range of the township of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte-Pudentienne, in said district, as lot number nine (9), on eighth (8th) range of Shefford ; bounded north by public highway, east by lot number ten of same range, south by seventh range line, and west by lot eight B of eighth range, containing 200 acres in superficies, more or less—with all improvements thereon.

Save and except the spring on said lot sold to one Wm. L. Porter, situated about 35 rods from the north west corner of the lot. The said piece of land subject to stipulation of life-rent to said Dame

en faveur de la dite Dame Maria Jane Purdy, enregistrée dans le bureau d'enregistrement du comté de Shefford, vol. 72, registre B, No 44087.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le village de Sainte-Pudentienne et district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 13 février 1909. 897
[Première publication, 20 février 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } DAME LETITIA E.
District de Bedford, } MILES, du village de
No 7951. } Granby, dans le district de
Bedford, épouse de A. Newton Horner, ci-devant
du même lieu, Demanderesse; contre les terres et
tenements de A. NEWTON HORNER, ci-devant
du village de Granby, dans le district de Bedford,
maintenant absent de la dite province, dans des
lieux inconnus, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le village de Granby, comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Granby, sous les numéros cent vingt-huit (128) et cent vingt-neuf (129); borné à l'ouest par la rue Elgin, à l'est par le numéro 126, au nord par le numéro 130, au sud par le numéro 127, contenant ensemble 52,272 pieds en superficie—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le dit village de Granby et district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 13 février 1909. 895
[Première publication, 20 février 1909.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } JOSEPH ELZEAR
No 1613. } SA VARD, avocat,
de la ville de Chicoutimi, Demandeur; vs JOSEPH GIRARD, du même lieu, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt-septième jour de février mil neuf cent sept, au bureau du sous-igné, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, au même bureau du shérif, au palais de justice, à Chicoutimi, le QUINZIEME jour du mois de MARS prochain, 1909.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 15 février 1909. 891
[Première publication, 20 février 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Quebec.

Chicoutimi, à savoir : } JOSEPH MASTAÏ
No 1414. } NOEL, de Québec,
marchand-quincallier, Demandeur; vs JOSEPH ST. PIERRE, de Saint-Henri de Taillon, district de Chicoutimi, Défendeur.

1° Une terre étant et comprenant la juste demie

Maria Jane Purdy, as registered in Shefford, county registry office, vol. 72, register B, No 44087.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Pudentienne, in the village of Sainte Pudentienne and district of Bedford, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 13th February, 1909. 898
[First published, 20th February, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } DAME LETITIA E.
District of Bedford, } MILES, of the village
No. 7951. } of Granby, in the district of
Bedford, wife of A. Newton Horner, heretofore
of the same place, Plaintiff; against the lands and
tenements of A. NEWTON HORNER, heretofore
of the village of Granby, in the district of Bedford,
now absent from said province, in parts unknown,
Defendant.

A piece of land situated in the village of Granby, county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said village of Granby, as numbers one hundred and twenty eight (128) and one hundred and twenty nine (129); bounded west by Elgin street, east by number 126, north by number 130, south by number 127, containing together 52,272 feet in superficies—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Granby, in the said village of Granby and district of Bedford, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at the hour of TWO of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 13th February, 1909. 896
[First published, 20th February, 1909.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } JOSEPH ELZEAR
No. 1613. } SAVARD, advocate,
of the town of Chicoutimi, Plaintiff; vs JOSEPH GIRARD, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, the twenty seventh day of February, nineteen hundred and seven, at the office of the undersigned, shall take place at TEN o'clock in the forenoon, at the same office of the sheriff, in the court house, at Chicoutimi, the FIFTEENTH day of the month of MARCH next, 1909.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 15th February, 1909. 892
[First published, 20th February, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Quebec.

Chicoutimi, to wit : } JOSEPH MASTAÏ NOEL,
No. 1414. } of Quebec, hardware merchant, Plaintiff; vs JOSEPH ST. PIERRE, of Saint-Henri de Taillon, district of Chicoutimi, Defendant.

1. A land being and comprising the exact eastern

est du lot de terre numéro dix-sept, du troisième rang du canton Taillon, contenant environ cinquante acres en superficie, et bornée en front, vers le sud, au chemin public, et en arrière, vers le nord, au quatrième rang, joignant par le côté est à la terre de Tobie Corneau, et par le côté ouest à celle de Alfred Larouche, laquelle terre est maintenant désignée sous le numéro dix sept (17), du dit troisième rang du canton de Taillon, au cadastre officiel de ce canton.

2° Un terrain ou emplacement de la contenance de cinq perches de front sur six arpents de profondeur; borné en front, vers le nord, au chemin public, en arrière, vers le sud, au terrain de Charles Larouche, joignant par le côté est à Alexandre Morin, et par le côté ouest à Charles Larouche—avec bâtisses dessus construites; lequel terrain fait partie du lot de terre numéro seize (No 16), du premier rang du canton de Taillon, dans le comté du Lac Saint-Jean, étant le numéro seize du premier rang susdit d'après le dit cadastre du canton de Taillon.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Henri de Taillon, dans le canton de Taillon, à ONZE heures de l'avant-midi, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 16 février 1909.

Shérif.
925

[Première publication, 20 février 1909.]

half of the lot of land number seventeen, of the third range of the township Taillon, containing about fifty acres in area, and bounded in front towards the south by the public road, and in the rear towards the north by the fourth range, adjoining on the east side the land of Tobie Corneau, and on the west side that of Alfred Larouche, which land is now designated under the number seventeen (17), of the said third range of the township of Taillon, on the official cadastre of this township.

2. A lot or emplacement containing five perches in front by six arpents in depth; bounded in front, towards the north, by the public road, in the rear towards the south, by the land of Charles Larouche, adjoining on the east side Alexandre Morin, and on the west side Charles Larouche,—with buildings thereon erected; which lot forms part of lot of land number sixteen (No. 16), of the first range of the township Taillon, in the county of Lake Saint John, being the number sixteen of the first range aforesaid on the said cadastre of the township Taillon.

To be sold at the church door of Saint Henri de Taillon, in the township of Taillon, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the TWENTY FIFTH day of MARCH next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 16th February, 1909.

Sheriff.
926

[First published, 20th February, 1909.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **ALEXIS BOUCHER,**
No 4401. } Demandeur; contre
PIERRE ALIAS NORBERT BOUCHER, es-nom et
qualité, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cuthbert, le septième jour de janvier mil neuf cent neuf, à une heure de l'après-midi, aura lieu à UNE heure de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cuthbert, le VINGT-DEUXIÈME jour de FEVRIER prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 25 janvier 1909.

Shérif.
575-2

[Première publication, 30 janvier 1909.]

Avis public est par le présent donné que la vente de l'immeuble dans la présente cause, qui a eu lieu le quatorzième jour de janvier 1909 dernier, à une heure de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, aura lieu LUNDI, le HUITIÈME jour de MARS prochain (1909), au MEME LIEU, à UNE heure de l'après-midi.

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Joliette, à savoir: } **ARTHUR J. B. ROBERT,**
No 4426. } Demandeur; vs **PIERRE**
LEON GADOURY, Défendeur; et A. Leblanc,
adjudicataire.

Une terre en la paroisse de Sainte-Elizabeth, connue et désignée sous les numéros deux cent quarante et un partie et deux cent quarante-deux partie (241 partie et 242 partie), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **ALEXIS BOUCHER,** Plain-
No 4401. } tiff; against **PIERRE ALIAS**
NORBERT BOUCHER, es nom et qualité Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which was to have taken place at the church door of the parish of Saint Cuthbert, the seventh day of January, nineteen hundred and nine, at one o'clock in the afternoon, shall take place at ONE o'clock in the afternoon, at the church door of the said parish of Saint Cuthbert, the TWENTY-SECOND day of FEBRUARY next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,

Joliette, 25th January, 1909.

Sheriff
576

[First published, 30th January, 1909.]

Public notice is hereby given that the sale of the immovable in the present cause, which took place the fourteenth day of January, 1909 last, at one o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of Saint Elizabeth, shall take place on MONDAY, the EIGHTH day of MARCH next, (1909), at the SAME PLACE, at ONE o'clock in the afternoon.

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Joliette, to wit: } **ARTHUR J. B. ROBERT,**
No. 4426. } Plaintiff; vs **PIERRE**
LEON GADOURY, Defendant; and A. Leblanc,
purchaser.

A land in the parish of Saint Elizabeth, known and described under the numbers two hundred and forty one partly and two hundred and forty two partly (241 partly and 242 partly), on the official plan and book of reference of the cadastre of the

Sainte-Elizabeth—avec les bâties dessus construites.

A. M. RIVARD.
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 8 février 1909. 753-2
[Première publication, 13 février 1909].

said parish of Saint Elizabeth—with the buildings thereon erected.

A. M. RIVARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 8th February, 1909. 754
[First published, 13th February, 1909]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **HOSPICE DESROSNIERS**,
No 3366. } **H**omme, de la paroisse de Sainte-Martine, district de Beauharnois, Demandeur ; contre les terres et tenements de **ANTOINE DECARIE**, de la paroisse de Notre-Dame de Grâce, district de Montréal, Défendeur.

Un terrain situé en la ville de Notre-Dame de Grâce, comté d'Hochelaga, composé de deux lots de terre, connus et désignés sous les numéros soixante et seize et soixante et dix sept, de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-un, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal ; bornés en front par le chemin public, appelé chemin Notre-Dame de Grâce (Notre-Dame de Grâce Road)—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **MARS** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU.
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 février 1909. 941
[Première publication, 20 février 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **MATRES ROBILLARD &**
No 506. } **M**TREAU, de Montréal, avocats sur distraction de frais, dans une cause où Dame Onésime Cyr, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Giroux, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, était Demanderesse ; et le dit **NAPOLEON GIROUX**, était Défendeur.

Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Labelle, connu et désigné sous le numéro neuf cent treize (913), de la subdivision du lot numéro sept (7), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 février 1909. 939
[Première publication, 20 février 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Montréal, à savoir : } **LA BANQUE DE SAINT-**
No 47. } **L** JEAN, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, maintenant en liquidation, sous la loi des liquidations agissant aux présentes, par Tancrède Bienvenu, gérant de banque, de la cité et du district de Montréal, liquidateur dûment autorisé à la dite La Banque de Saint-Jean, par jugement de la dite cour supérieure à Saint-Jean ; contre les terres et

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **HOSPICE DESROSNIERS**,
No. 3366. } **H** trader, of the parish of Saint Martine, district of Beauharnois, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ANTOINE DECARIE**, of the parish of Notre-Dame de Grâce, district of Montreal, Defendant.

A lot situate in the town of Notre-Dame de Grâce, county of Hochelaga, composed of two lots of land known and described under the numbers seventy six and seventy seven, of the official subdivision of lot number one hundred and eighty one, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal ; bounded in front by the public road called Notre-Dame de Grâce road—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the **TWENTY FIFTH** day of **MARCH** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 17th February, 1909. 942
[First published, 20th February, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MATRES ROBILLARD &**
No. 506. } **M**TREAU, of Montreal, advocates distracting for costs, in a cause in which Dame Onésime Cyr, of the city of Montreal, wife common as to property of Napoléon Giroux, joiner, of the same place, and duly authorized to ester in justice, was Plaintiff ; and the said **NAPOLEON GIROUX**, was Defendant.

A lot of vacant lot lying and situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by the Labelle street, known and described under the number nine hundred and thirteen (913), of the subdivision of lot number seven (7), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the **TWENTY FIFTH** day of **FEBRUARY** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 17th February, 1909. 940
[First published, 20th February, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Montreal, to wit : } **LA BANQUE DE SAINT-**
No. 47. } **L** JEAN, body politic and corporate having its chief place of business in the town of Saint John, district of Iberville, now in liquidation, under the liquidation act, acting for these presents by Tancrède Bienvenu, bank manager, of the city and district of Montreal, liquidator duly authorized to this said La Banque Saint Jean, by judgment of the said superior court of Saint John ; against the lands and tenements of **PHI-**

tènements de PHILIPPE HONORE ROY, avocat et Conseil du Roi, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, contributaire.

Saisis comme appartenant au dit contributaire, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre étant la partie sud-est du lot numéro huit cent vingt-quatre, sur une largeur de trente pieds de front sur la rue Saint-Denis, à partir de la rue Demontigny, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Jacques, cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Denis, en arrière par une ruelle autrefois appelée ruelle Saint-Denis, et d'un côté par la rue Demontigny, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro huit cent vingt-quatre—avec bâtisses dessus construites, portant le numéro civique 267, de la dite rue Saint-Denis, en la dite cité de Montréal.

2° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, comme étant la subdivision numéro douze, du lot numéro huit cent trente-huit, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, et portant les numéros civiques 357, 359 et 361, de la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal.

3° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, en la dite cité de Montréal, sous la subdivision numéro treize, du lot numéro huit cent trente-huit, du dit quartier—avec bâtisses dessus construites, et portant les numéros civiques 363 et 365, de la rue Saint-Denis, en la dite cité de Montréal.

4° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro sept cent quatre-vingt-six, de la subdivision officielle du lot numéro quinze du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, et portant les numéros civiques huit cent vingt-neuf et huit cent trente et un, de la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal.

5° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint Jean Baptiste, sous le numéro sept cent quatre-vingt-sept, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, et portant les numéros civiques huit cent vingt-cinq et huit cent vingt-sept, de la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal.

6° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, sous le numéro sept cent quatre-vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, portant les numéros huit cent vingt-un et huit cent vingt-trois, de la rue Sanguinet, cité de Montréal.

7° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint Jean-Baptiste, cité de Montréal, portant le numéro sept cent quatre-vingt-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, portant les numéros huit cent dix-sept et huit cent dix-neuf, de la rue Sanguinet, cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Montréal, 25 janvier 1909. 349.2
Première publication, 16 janvier 1909, est nulle.
[Première publication, 30 janvier 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Montréal, à savoir : } GEORGE CARRIER, de
No 1937. } la cité de Québec, ci-
devant courtier, maintenant de William Carrier &

LIPPE HONORE ROY, advocate and King's Counsel, of the town of Saint John, district of Iberville, contributary.

Seized as belonging to said contributary, the following immovables, to wit :

1. A lot of land being the south east part of lot number eight hundred and twenty four by a width of thirty feet in front on Saint Denis street, from Demontigny street, of the official plan and book of reference for Saint James ward, city of Montreal ; bounded in front by Saint Denis street, in rear by a lane formerly called Saint Denis lane, and on one side by Demontigny street, and on the other side by the residue of said lot number eight hundred and twenty four—with buildings thereon erected, bearing the civic number 267, of the said Saint Denis street, in the said city of Montreal.

2. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, as being subdivision number twelve, of lot number eight hundred and thirty eight, of said cadastre—with buildings thereon erected and bearing the civic numbers 357, 359 and 361, of Saint Denis street, in the city of Montreal.

3. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of Saint James ward, in the said city of Montreal, under subdivision number thirteen, of lot number eight hundred and thirty eight, of the said ward—with buildings thereon erected and bearing the civic numbers 263 and 265, of Saint Denis street, in the said city of Montreal.

4. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, under number seven hundred and eighty six, of the official subdivision of lot number fifteen, of said cadastre—with buildings thereon erected, and bearing the civic numbers eight hundred and twenty nine and eight hundred and thirty one, of Sanguinet street, in the city of Montreal.

5. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, under number seven hundred and eighty seven, of the official subdivision of lot number fifteen, of said cadastre—with buildings thereon erected, and bearing the civic numbers eight hundred and twenty five and eight hundred and twenty seven, of Sanguinet street, in the city of Montreal.

6. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, in the city of Montreal, under the number seven hundred and eighty eight, of the official subdivision of lot number fifteen, of said cadastre—with buildings thereon erected, bearing the numbers eight hundred and twenty one and eight hundred and twenty three, of Sanguinet street, city of Montreal.

7. A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, city of Montreal, bearing the number seven hundred and eighty nine of the official subdivision of lot number fifteen, of said cadastre—with buildings thereon erected, bearing the numbers eight hundred and seventeen and eight hundred and nineteen, of Sanguinet street, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montréal, 25th January, 1909. 350
First publication, 16th January, 1909, is null.
[First published, 30th January, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Montréal, to wit : } GEORGE CARRIER, of the
No. 1937. } city of Quebec, heretofore
broker, now of William Carrier & fils, Plaintiff ;

fil, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME ALDA LEGARÉ, de la cité de Québec, épouse séparée de biens de J. B. D. Legaré, faisant affaires seule, comme marchande à commission, sous les noms et raison sociale de 'J. B. D. Legaré & Cie', Défenderesse.

Un emplacement situé en la ville Saint-Louis, connu et désigné comme étant la moitié sud-est de la subdivision quatre cent un du lot numéro onze ($\frac{1}{2}$ S. E. 11-401), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds ; et borné comme suit : en front par la rue Clarke, en arrière par une ruelle, d'un côté, au sud-est, par le lot de subdivision quatre cent du lot numéro onze, des susdits plan, et de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision quatre cent un du dit lot numéro onze, des plans susdits—avec les bâtisses et les machineries dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 25 janvier 1909. 347-2
Première publication, 16 janvier 1909, est nulle.
[Première publication, 30 janvier 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : LES COMMISSAIRES No 3374. L'ÉCOLE POUR LA MUNICIPALITÉ DE VILLERAY, en la cité de Montréal, district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de ADELIN MORRIS-SEAU, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, Défenderesse.

1° Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro deux cent cinquante-trois (253), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489) ; borné en front par la rue Saint-Hubert.

2° Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro deux cent cinquante-quatre (254), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489) ; borné en front par la rue Saint-Hubert.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 27 janvier 1909. 595-2
[Première publication, 30 janvier 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : GEORGE HANRATHY, No 42. des cité et district de Montréal, commis, Demandeur ; contre les terres et tenements de JAMES W. WITHEL, de Westmount, dit district, et ARCHER ROSS PRENDERGAST, des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit A. R. Prendergast, l'immeuble suivant, à savoir :

La moitié indivise des lots numéros officiels cinq cent quatre-vingt-quatre et cinq cent quatre-vingt-cinq, et la moitié indivise de la partie nord-ouest du lot numéro officiel cinq cent quatre-vingt-trois, la dite partie nord-ouest contenant une largeur de douze pieds six pouces, sur toute la profondeur du dit lot ; et bornée comme suit : en front par la rue Shaw maintenant rue Dorion, en arrière par le lot officiel No 606, du côté sud-est par le résidu du dit lot No 583, du côté nord-est par le dit lot No

against the lands and tenements of DAME ALDA LEGARÉ, of the city of Québec, wife separated as to property of J. B. D. Legaré, doing business alone as a commission merchant, under the name and style of J. B. D. Legaré & Cie, Defendant.

A lot situate in the town of Saint Louis, known and described as being the south east half of the subdivision four hundred and one of lot number eleven ($\frac{1}{2}$ S. E. 11-401) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing twenty five feet in width by a depth of eighty four feet ; and bounded as follows: in front by Clarke street, in the rear by a lane, on one side, to the south east, by the lot of a subdivision four hundred of lot number eleven, of the aforesaid plan, and on the other side by the residue of said subdivision lot four hundred and one of said lot number eleven, of aforesaid plan—with the buildings and machineries thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th January, 1909. 348
First publication, 16th January, 1909, is null.
[First published, 30th January, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF VILLERAY, in the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of ADELIN MORRIS-SEAU, spinster in the exercise of her rights, of Montréal, Defendant.

1. A lot of vacant land lying and situate in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known as number two hundred and fifty three (253), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet, as number four hundred and eighty nine (489) ; bounded in front by Saint Hubert street.

2. A lot of vacant land lying and situate in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known as number two hundred and fifty four (254), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet, as number four hundred and eighty nine (489) ; bounded in front by Saint Hubert street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 27th January, 1909. 596
[First published, 30th January, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : GEORGE HANRATHY, of No 42. the city and district of Montreal, clerk, Plaintiff ; against the lands and tenements of JAMES W. WITHEL, of Westmount, said district, and ARCHER ROSS PRENDERGAST, of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said A. R. Prendergast, the following immoveable, to wit :

The undivided half of lots official numbers five hundred and eighty four and five hundred and eighty five, and the undivided half of the north west portion of lot official number five hundred and eighty-three, containing the said north west portion a width of twelve feet six inches, by the whole depth of said lot ; and bounded as follows : in front by Shaw street now Dorion street, in rear by official lot No. 606, on the south east side by the residue of said lot No. 583, on the north west side

584—avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros depuis 260 à 276 de la dite rue, et dépendances; la dite propriété étant sujette à un droit de passage en arrière d'icelle pour communiquer avec la rue Nonancourt, maintenant avenue Lalonde, en faveur du propriétaire de la partie sud-est du dit lot officiel No 583, du quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, tous sur les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND.

Bureau du shérif, Montréal, 26 janvier 1909. 571-2
[Première publication, 30 janvier 1909].

by the said lot No. 584—with the buildings thereon erected, bearing numbers from 260 to 276 of said street, and dependencies; the said property being subject to a right of passage in rear of same to communicate with Nonancourt street, now avenue Lalonde, in favor of the owner of the south east portion of the said official lot No. 583, of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, all on the official plan and in the book of reference of the Saint Mary's ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff, Montreal, 26th January, 1909. 572
[First published, 30th January, 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : **LA CITE DE QUEBEC**; No 1317. **contre ELIE GALARNEAU**, à savoir :

Le lot No 1737 (mille sept cent trente-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Kirouac—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de six piastres, payable le 29 juin aux révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT.

Bureau du Shérif, Québec, 18 février 1909. 937
[Première publication, 20 février 1909].

FIERI FACIAS.

MANDAT DE CURATEUR.

Québec, à savoir : **IN RE WILLIAM J. DENISS**, No 2520. **failli, et LEFAIVRE & TASCHEREAU**, curateurs, à savoir :

1° Le lot No 3031 (trois mille trente et un), du cadastre officiel pour le quartier du Palais, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au numéro 52, de la rue du Palais—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et sujet en faveur du lot 3030, du même cadastre, d'un droit de passage à pieds et en voiture.

2° Le lot No 4140 (quatre mille cent quarante), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au numéro 52½, sur la rue Saint-Eustache—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 28 janvier 1909. 607-2
Première publication, 30 janvier 1909, est nulle.
[Première publication, 6 février 1909.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec to wit : **THE CITY OF QUEBEC**, No. 1317. **Against ELIE GALARNEAU**, to wit :

The lot No. 1737 (seventeen hundred and thirty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate Kirouac street—circumstances and dependencies; subject to an annual rent of six dollars, payable the 29th June to the revd. Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office, Deputy Sheriff, Quebec, 18th February, 1909. 938
[First published, 20th February, 1909.]

FIERI FACIAS.

CURATOR'S WARRANT.

Quebec, to wit : **IN RE WILLIAM J. DENISS**, No. 2520. **Insolvent, and LEFAIVRE & TASCHEREAU**, curators, to wit :

1. The lot No. 3031 (three thousand and thirty one), of the official cadastre for Palace ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at No. 52, on Palace street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and subject, in favor of the lot 3030, of the same cadastre, of a right of way on foot and in vehicle.

2. The lot No. 4140 (four thousand one hundred and forty), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at No. 52½, on Saint Eustache street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff, Quebec, 28th January, 1909. 608
First publication, 30th January, 1909, is null.
[First published, 6th February, 1909.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraski.

Malbaie, à savoir : } **WILFRID ADELARD**
No 6853. } **POTVIN**, avocat, de la ville de Fraserville, Demandeur ; contre J. A. PIUZE, de l'endroit appelé Baie des Mille Vaches, dans le comté de Saguenay, Défendeur.

1° Un certain lopin de terre d'environ sept à huit acres en superficie, faisant partie de la seigneurie de Mille Vaches ; borné au nord au chemin du Roi, au sud au fleuve Saint-Laurent, à l'est à feu Pierre Houde ou ses représentants, et à l'ouest à Barthélemie Tremblay.

2° Un autre lot portant le No 57, sur le quatrième rang de la paroisse de Mille Vaches ; borné au nord au trait-carré du cinquième rang, au sud au fleuve Saint-Laurent, à l'est à Abel Martel, et à l'ouest à Elmire Boulianne.

3° Une autre partie du lot portant le No 56, sur le même rang ; borné au nord au dit trait-carré du cinquième rang, au sud au fleuve Saint-Laurent, à l'est à Elmire Boulianne, et à l'ouest à Aimé Tremblay—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Mille Vaches, le **QUATRIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif.

Malbaie, 26 janvier 1909.

[Première publication, 30 janvier 1909.]

Shérif.

615-2

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Kamouraski.

Malbaie, to wit : } **WILFRID ADELARD**
No. 6853. } **POTVIN**, advocate, of the town of Fraserville, Plaintiff ; against J. A. PIUZE, of the place called Baie des Mille Vaches, in the county of Saguenay, Defendant.

1. A certain tract of land of about seven to eight acres in area, forming part of the seignory of Mille Vaches ; bounded on the north by the King's highway, on the south by the Saint Lawrence river, on the east by the late Pierre Houde or his representatives, and on the west by Barthélemie Tremblay.

2. Another lot bearing the number No. 57, in the fourth range of the parish of Mille Vaches ; bounded on the north by the division line of the fifth range, on the south by the river Saint Lawrence, on the east by Abel Martel, and on the west by Elmire Boulianne.

3. Another part of lot bearing the No. 56, in the same range ; bounded on the north by the said division line of the fifth range, on the south by the river Saint Lawrence, on the east by Elmire Boulianne, and on the west by Aimé Tremblay—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Mille Vaches, the **FOURTH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office.

Malbaie, 26th January, 1909.

[First published, 30th January, 1909.]

Sheriff.

616

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **HORACE MELVIN**
No 755. } **HOVEY**, du village de Rock Island, dans le district de Saint-François, avocat, Demandeur ; contre les terres et tenements de **GEORGES ALGER** du canton de Stanstead, dans le dit district, Défendeur.

Ces étendues de terre situées dans le dit canton de Stanstead, connues et désignées sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead, comme lots numéros cinq cent neuf (509) et cinq cent dix (510), dans le septième rang du dit canton—ensemble avec toutes les bâties dessus érigées et améliorations faites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse du Sacré Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le **DEUXIEME** jour de **MARS** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du Shérif,

Sherbrooke, 27 janvier 1909.

[Première publication, 30 janvier 1909.]

Shérif.

590-2

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **HORACE MELVIN**
No. 755. } **HOVEY**, of the village of Rock Island, in the district of Saint Francis, advocate, Plaintiff ; against the lands and tenements of **GEORGE ALGER**, of the township of Stanstead, in said district, Defendant.

Those certain tracts of land situated in the said township of Stanstead, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Stanstead, as lots numbers five hundred and nine (509), and five hundred and ten (510), in the seventh range of the said township—together with all the betterments, buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the **SECOND** day of **MARCH** next, at **THREE** of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 27th January, 1909.

[First published, 30th January, 1909.]

Sheriff.

600

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **HORACE MELVIN**
No 815. } **H HOVEY**, du vil-
lage de Rock Island, dans le district de Saint-Fran-
çois, avocat, Demandeur ; vs **LEROY J. MOULTON**,
du canton de Hatley, dans le dit district, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Cette étendue de terre située dans le canton de Barnston, dans le district de Saint-François, connue et désignée sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Barnston, comme lot numéro cinq F (5 F), dans le premier rang—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid de Barnston, le **DEUXIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif,

Sherbrooke, 27 janvier 1909.

[Première publication, 30 janvier 1909.]

Shérif.

597-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **HORACE MELVIN**
No. 815. } **H HOVEY**, of the vil-
lage of Rock Island, in the district of Saint Francis,
advocate, Plaintiff ; vs **LEROY J. MOULTON**, of
the township of Hatley, in the said district, De-
fendant.

As belonging to the said defendant :

That certain tract of land situate in the township of Barnston, in the district of Saint Francis, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Barnston, as number five F (5 F), in the first range—together with all the betterments, build-
ings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilfrid de Barnston, on the **SECOND** day of **MARCH** next, at **TEN** of the clock in the fore-
noon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 27th January, 1909.

[First published, 30th January, 1909.]

Sheriff.

598

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Saint Hyacinthe, à savoir : } **ANNA EVA**
No 2585. } **A EMPEY**, de la
ville de Saint-Louis, district de Montréal, Deman-
deresse ; contre **JAMES DELENAY**, relieur, des
cité et district de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'un des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le douzième jour de janvier dernier 1909, à la porte de l'église de Acton Vale, comté de Bagot, aura lieu à **DIX** heures de l'avant-midi, **MARDI**, le **NEUVIEME** jour de **MARS** prochain, 1909, à la porte de l'église de Acton Vale ; lequel immeuble décrit comme suit :

Un certain lot de terre situé dans le canton d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, plus particulière-
ment connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint André d'Acton, comme étant les lots quarante-deux, quarante-trois et quarante-quatre (42-43-44), autrefois connu comme étant le quartier ouest du lot vingt-quatre, le quart est et la moitié ouest de la moitié est du lot vingt-cinq, dans le premier rang du dit canton d'Acton.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 15 février 1909.

[Première publication, 20 février 1909.]

Shérif.

959

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
St. Hyacinth, to wit : } **ANNA EVA EMPEY**,
No. 2585. } **A** of the city of Saint
Louis, district of Montreal, Plaintiff ; against
JAMES DELENAY, of the city and district of
Montreal, book-binder, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of one of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at ten o'clock in the forenoon, the twelve day of January last, 1909, at the church door of Acton Vale, county of Bagot, will take place at **TEN** o'clock in the forenoon, **TUESDAY**, the **NINTH** day of **MARCH** next (1909), to the church door of Acton Vale ; the said immovable described as follows :

That certain lot or portion of land situate, lying and being in the township of Acton, district of Saint Hyacinth, more particularly known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint André d'Acton, as lot numbers (42-43-44), formerly known and designated as the west quarter of lot 24, the east quarter and west half of the east-half of lot lot 25, in the first range of the said township of Acton.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office.

Saint Hyacinth, 15th February, 1909.

[First published, 20th February, 1909.]

Sheriff.

960

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH TESSIER**,
No 333. } Demandeur ; contre
THEODE ALIAS THEODORE GRANDMONT,
Défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **JOSEPH TESSIER**,
No. 333. } Plaintiff ; against
THEODE ALIAS THEODORE GRANDMONT
Defendant.

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Thécle, dans le rang B nord, faisant partie des lots de terre désignés par les numéros cent quatre-vingt-quinze et cent quatre-vingt-seize (195 et 196), du cadastre de la paroisse de Sainte-Thécle, contenant environ un arpent et trois quarts de largeur sur cinquante-six arpents de profondeur; bornée en front par la rivière des Envies, en profondeur par les terres du gouvernement, joignant du côté sud-ouest au surplus du lot No 195, appartenant à Alfred St Arnaud, et de l'autre côté au nord-est, au surplus du lot No 196, appartenant à Onésime Alywin—avec les bâtiessees dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thécle, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 février 1909. 927
[Première publication, 20 février 1909.]

A land situate in the parish of Saint Thecle, in the range B north, forming part of the lots of land designated by the numbers one hundred and ninety five and one hundred and ninety six (195 and 196), of the cadastre of the parish of Saint Thecle, containing about one arpent and three quarters in width by fifty six arpents in depth; bounded in front by the river des Envies, in depth by the government lands, adjoining on the south west side the surplus of lot No 195, belonging to Alfred Saint Arnaud, and on the other side on the north east, the surplus of lot No. 196, belonging to Onesime Alywin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thecle, the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th February, 1909. 928
[First published, 20th February, 1909.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 février 1909, de nommer M. Adéard Monty, maire de la municipalité du village de Sainte-Pudentienne, comté de Shefford, en vertu des dispositions de l'article 332 du code municipal. 951

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 10 février 1909, de nommer MM. David Isbester et Alexander Thompson, conseillers de la municipalité du canton Kensington comté de Wright, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal. 949

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 18th February, 1909, to appoint Mrs. Adelard Monty, mayor of the municipality of the village de Sainte Pudentienne, county of Shefford, under the provisions of article 332 of the municipal code. 952

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, the 18th February, 1909, to appoint Messrs. David Isbester and Alexander Thompson, councillors of the municipality of the township Kensington, county of Wright, under the provisions of article 327 of the municipal code. 950

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" Et ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Rochemonteix".

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS, in
Attorney General. } and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec, may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof;" AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Rochemonteix".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre R. yaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Rochemonteix", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Jules Allard, Notre Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton "Rochemonteix", situé sur la côte nord du golfe Saint-Laurent, dans le comté de Saguenay, est borné au nord par les terres vacantes de la Couronne; au sud, partie par la seigneurie de Mingan et partie par le golfe Saint-Laurent; à l'est, par partie par la dite seigneurie de Mingan et partie par la rivière au Bouleau; et à l'ouest, par le canton Blanche; son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant du point le plus au nord d'une baie du golfe Saint-Laurent situé à environ cent dix (110) chaînes au nord-ouest de la pointe appelée "Blaskowitz Point", et à environ trois cent soixante (360) chaînes à l'est de la "Pointe Saint-Charles", lequel point marque le coin sud-est du canton Blanche et le coin sud-ouest du dit canton de "Rochemonteix"; de là, la limite est du dit canton Blanche, sur la course nord astronomique et sur une longueur de mille quatre-vingt (1080) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la limite nord de ce dernier canton; de là, le prolongement de cette dernière limite, dans la direction de l'est astronomique et sur une longueur de cinq cent soixante-quinze (575) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rive droite de la rivière au Bouleau; de là, cette rive, en descendant la rivière, jusqu'à la limite nord de la seigneurie de Mingan, puis cette limite, vers l'ouest, sur une longueur de soixante-dix (70) chaînes, plus ou moins, jusqu'au coin nord-ouest de cette seigneurie; de là, la limite ouest de la dite seigneurie, sur la course sud astronomique et sur une longueur de quatre cent quatre-vingt-huit (488.34½) chaînes et trente-quatre chaînons et demi (488.34½), jusqu'à la dite rive du golfe Saint-Laurent, à l'extrémité du cap Cormorant; de là, enfin, cette rive, dans une direction générale ouest, jusqu'au point de départ.

Toutes les îles de la rivière au Bouleau qui forme partie de la limite est du territoire ci-dessus décrit, celles de la partie de cette même rivière à l'ouest de la dite seigneurie de Mingan, ainsi que les îles du golfe Saint-Laurent au-devant du territoire ci-dessus décrit font partie du dit canton.

Le dit territoire ci-dessus délimité, y compris les dites îles, couvre une étendue de soixante sept mille (67,000) acres, plus ou moins, tel que le tout apparaît du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le SIXIÈME jour du mois de MARS prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit SIXIÈME jour du mois de MARS prochain, un canton sous le nom du canton "Rochemonteix", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Rochemonteix", comme susdit.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Rochemonteix", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Jules Allard, Our Minister of Lands and Forests, in Our said province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said province, to wit :

The township "Rochemonteix", situate on the north shore of the gulf Saint Lawrence, in the county of Saguenay, is bounded on the north by the waste lands of the crown; on the south partly by the seigniorie of Mingan and partly by the gulf of Saint Lawrence; on the east partly by the said seigniorie of Mingan and partly by the river au Bouleau; and on the west by the township Blanche; its perimeter may be described as follows, to wit :

Starting at the most northerly part of a bay in the gulf of Saint Lawrence, situate at about one hundred and ten (110) chains to the north west of the point called "Blaskowitz Point", and at about three hundred and sixty (360) chains to the east of "Pointe Saint-Charles", which points marks the south east corner of the township Blanche and the south west corner of the said township "Rochemonteix"; thence, the eastern boundary of the said township Blanche, in an astronomically north course and for a length of ten hundred and eighty (1080) chains, more or less, to the northern boundary of this latter township; thence, the prolongation of this latter boundary, in a direction astronomically east and for a length of five hundred and seventy five (575) chains, more or less to the right bank of the river au Bouleau; thence, this bank, in descending the river, to the northern boundary of the seigniorie of Mingan; then this boundary, towards the west, for a length of seventy (70) chains, more or less, to the north west corner of this seigniorie; thence the western boundary of the said seigniorie, in an astronomically south course and for a length of four hundred and eighty eight chains and thirty four and one half (488.34½) links, to the said shore of the gulf of Saint Lawrence, at the extremity of Cap Cormorant; thence finally this shore, in a general westward direction, to the point of departure.

All the islands of the river au Bouleau which form part of the eastern limit of the territory above described, those of the parts of this same river to the west of the said seigniorie of Mingan, as well as the inlands of the gulf of Saint Lawrence, in front of the territory above described form part of the said township.

The above described territory including the said islands, covers an area of sixty seven thousand (67,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the SIXTH day of the month of MARCH next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said SIXTH day of the month of MARCH next, a township under the name of the township "Rochemonteix", all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Rochemonteix", as aforesaid.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

945

Avis du Gouvernement

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté-en-conseil, en date du 18 février 1909, d'autoriser, en faveur de Joseph Omer Adéard Lemire, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Pierre Léger Hubert, en son vivant notaire public, de la cité des Trois-Rivières, district susdit, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 18 février 1909. 953

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité nord de la paroisse Saint-Joseph de Blandford, comté de Nicolet, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, résolutions ou règlements faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de province.

Québec, 18 février 1909. 955

No 226-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi scolaire, le Surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'on lui a demandé de détacher de la municipalité scolaire de Guigues, dans le comté de Pontiac, les huitième et neuvième rangs du canton de Guigues, et de les annexer à la municipalité scolaire de Laverlochère-et-Baby, dans le même comté. 947

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 61 Vict., ch. 79, incorporant William Dow & Company, afin d'autoriser la dite

4

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By order,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

946

Government Notices

His Honor the lieutenant governor has been pleased, by order in council, dated the 18th of February, 1909, to authorize in favor of Joseph Omer Adéard Lemire, esquire, notary public, practising and residing in the city of Three Rivers, district of Three Rivers, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Pierre Léger Hubert, in his lifetime, notary public, of the city of Three Rivers, aforesaid district, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 18th February, 1909. 954

Notice is hereby given that application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the north municipality of the parish of Saint Joseph de Blandford, county of Nicolet, to obtain authority to publish in the french language only, any notice, resolutions or by-law made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 18th February, 1909. 956

No. 226-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 98 of the school act, the Superintendent of public Instruction gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Guigues, in the county of Pontiac, the eighth and ninth ranges of the township of Guigues, and to annex them to the school municipality of Laverlochère-et-Baby, in the same county. 948

Application to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 61 Vict., ch. 79, incorporating William Dow & Company, to authorize said company to sell, lease or

compagnie à vendre et louer ses affaires comme une affaire en opération, ou en disposer autrement, et autrement pour argent ou autre considération, et autoriser la dite compagnie de liquider ses affaires et distribuer son actif entre les actionnaires et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 18 février 1909. 957

otherwise disposed of its business as a going concern and otherwise for cash or other consideration and to authorize said company to wind up its affairs and distribute its assets amongst its shareholders and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,
Solicitors for the applicants.
Montreal, 18th February, 1909. 958

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 1.

Dame Marie Audet, épouse de Céolfrid Breault, contracteur, du canton de Chesham, a instiue, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

J. NICOL,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 8 février 1909. 981

Miscellaneous Notices

Provinces of Quebec, }
District of Saint-Francis. } *Superior Court.*
No. 1.

Dame Marie Audet, wife of Céolfrid Breault, jobber, of the township of Chesham, has, this day, instituted against her husband, an action for separation as to property.

J. NICOL,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 8th February, 1909. 982

Avis de Faillites

District de Trois-Rivières.

Re A. Jacob & Fils, marchands, Saint-Tite, comté Champlain, Insolubles.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 mars 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 975

District of Three Rivers.

Re A. Jacob & Fils, merchants, Sainte Tite, county Champlain, Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 8th March, 1909, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th February, 1909. 976

District de Kamouraska.

Re Majoric Bernier, marchand, Fraserville, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 février 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 973

District of Kamouraska.

Re Majoric Bernier, merchant, Fraserville, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 12th February, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th February, 1909. 974

District de Chicoutimi.

Re J. P. Rivard, marchand, Chicoutimi, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 février 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 971

District of Chicoutimi.

Re J. P. Rivard, merchant, Chicoutimi, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 18th February, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th February, 1909. 972

District de Chicoutimi.

Re Joseph Tremblay, marchand, Saint-Félicien, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 février 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 969

District de Chicoutimi.

Louis Tremblay, marchand de Notre-Dame de la Dorée, a, le 16^e jour de février 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 967

District de Quebec.

Re Mme H. A. Beaudet, marchande, Saint-Flavien, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 mars 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 77

District de Rimouski.

Léon Pelletier, de Sainte-Angèle de Meréci, marchand, a, le 13 février 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 963

District de Beauce.

Mme Z. P. Maheux, de Saint-Joseph de Beauce, marchande, a, le 15 février 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 965

District de Quebec.

Gauvin & Frère, du Cap Rouge, marchands, ont, le 13 février 1909, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 18 février 1909. 961

District of Chicoutimi.

Re Joseph Tremblay, merchant, Saint Felicien, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 18th February, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th February, 1909. 970

District of Chicoutimi.

Louis Tremblay, of Notre-Dame de la Dorée, merchant, has, on the 16th day of February, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co.
Quebec, 18th February, 1909. 968

District of Quebec.

Re Mrs. H. A. Beaudet, merchant, Saint-Flavien, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th March, 1909, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th February, 1909. 978

District of Rimouski.

Leon Pelletier, of Sainte Angèle de Meréci, merchant, has, on the 13th of February, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th February, 1909. 964

District of Beauce.

Mrs. Z. P. Maheux, of Saint Joseph of Beauce, merchant, has, on the 15th February, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th February, 1909. 966

District of Quebec.

Gauvin & Frere, of Cap Rouge, merchants, have, on the 13th of February, 1909, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th February, 1909. 962

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Dame Joséphine Girard, mar-
 chande de petits objets pour hommes, de Mont-
 réal, "O. S. Ledoux & Cie," Faillie ;
 et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par le présent donné que, ce jour, par
 ordre de cette cour, j'ai été, nommé curateur aux
 biens de la susdite faillie.

Les réclamations devront être déposés dans mon
 bureau sous trente jours pour garantir leur collo-
 cation sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal 17 février 1909. 983

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 In re J. W. Marchand & Cie, Beauharnois, P. Q.,
 Insolubles.

Avis est par le présent donné que les dits débi-
 teurs ont fait, ce 15e jour de février 1909, un aban-
 don judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de
 leurs créanciers, au bureau du protonotaire de cette
 cour.

VINCENT LAMARRE,
 Pro-Gardien provisoire.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 18 février 1909. 979

Licitation

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la
 cour supérieure, siégeant à Québec, le 17 février
 courant, dans une cause sous le numéro 475 des
 dossiers de la dite cour, dans laquelle Joseph
 Edouard Quinn, de la cité de Québec, rentier, est
 demandeur, et James Lynch Quinn, de la cité de
 Québec, Andrew Winn Quinn, Charles Stephen
 Quinn, tous deux de la cité de Montréal, Susan
 Ann Quinn, de la cité de Toronto, fille majeure,
 sont défendeurs, et Georges Henry Burroughs, de
 la cité de Québec, en sa qualité d'exécuteur testa-
 mentaire de la succession de Susannah Lynch et
 Michael M. Lynch, de la cité de Québec, en sa qua-
 lité de curateur à la substitution créée par le testa-
 ment de Susannah Lynch sont mis en cause, ordon-
 nant la licitation d'un immeuble désigné comme
 suit, savoir : une terre dont une partie est désignée
 sous le No 42, du cadastre officiel de la paroisse de
 Notre-Dame de Québec, et l'autre partie est dési-
 gnée sous le No 122 du cadastre officiel de la pa-
 roisse de Sainte-Foye, les dits numéros cadastraux
 étant contigus et ne formant qu'un seul immeuble,
 sera vendu avec la maison, grange et autres bâtisses,
 l'immeuble ci-dessus désigné sera vendu à l'enchère
 publique le 24 MARS prochain, à DIX heures et
 DEMIE du matin, dans la salle d'audience, au palais
 de justice, à Québec ; sujets aux charges, clauses et
 conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé
 au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute
 opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de
 distraire à la dite licitation, devra être déposée au
 greffe du protonotaire de la dite cour, au moins
 douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la
 vente et adjudication, et toute opposition afin de
 conserver devra être déposée dans les six jours
 après l'adjudication, et à défaut par les parties de
 déposer les dites oppositions dans le délai pres-
 crit par le présent, seront forecloses du droit de le
 faire.

DROUIN, DROUIN, DROUIN,
 Procureurs du demandeur.

Québec, 17 février 1909. 935
 [Première publication, 20 février 1909.]

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Mrs. Josephine Girard, gents
 furnishing dealer, of Montreal, "O. S. Ledoux
 & Co," Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that, by order of this
 court, I was, this day, appointed curator to the
 above named estate.

Claims should be filed at my office within thirty
 days to ensure their collocation on the dividend
 sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
 Montreal, 17th February, 1909. 984

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court*
 In re J. W. Marchand & Cie, Beauharnois, P. Q.,
 Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents
 have, this 15th day of February, 1909, made a
 judicial abandonment of their property for the
 benefit of their creditors, in the office of the pro-
 thonotary of this court.

VINCENT LAMARRE;
 Pro-Provisional guardian.

Office : 99, Saint James Street.
 Montreal, 18th February, 1909. 980

Licitation

LICITATION.

Notice is given that in virtue of a judgment of
 the superior court, sitting at Québec, the 17th
 February instant, in a cause under the No. 475, of
 the records of the said court, in which Joseph
 Edward Quinn, of the city of Québec, gentleman,
 is plaintiff, and James Lynch Quinn, of the city of
 Québec, Andrew Winn Quinn, Charles Stephen
 Quinn, both of the city of Montreal, Susan Ann
 Quinn, of the city of Toronto, spinster, are defend-
 ants and George Henry Burroughs, of the city of
 Québec, in his quality of testamentary executor of
 the estate of Susannah Lynch and Michael M. Lynch,
 of the city of Québec, in his quality of curator to
 the substitution created by the will of Susannah
 Lynch, are *mis en cause*, ordering the licitation of
 an immoveable described as follows, to wit : a land
 one portion of which is designated under the No.
 42, of the official cadastre of the parish of Notre-
 Dame de Québec, and the other portion is desig-
 nated under the No. 122, of the official cadastre
 of the parish of Saint-Foye, the said cadastral
 numbers being contiguous and forming, but one
 immoveable, will be sold with the house, barn and
 other buildings : the immoveable aforesaid desig-
 nated will be sold at public auction, the TWENTY
 FOURTH MARCH next, at HALF PAST TEN
 o'clock in the forenoon, in the court room, of
 the court house at Québec ; subject to the
 charges, clauses and conditions contained in the
 list of charges, deposited in the office of the pro-
 thonotary of the said court ; and that any opposi-
 tion to annul, to secure charges or to withdraw to
 be made to the said licitation must be filed in the
 office of the prothonotary of the said court, at least
 twelve days before the day fixed as aforesaid for the
 sale and adjudication ; and that any opposition for
 payment must be filed within six days after the
 adjudication ; and failing the parties to file such
 oppositions within the delays hereby mentioned,
 they will be foreclosed from so doing.

DROUIN, DROUIN, DROUIN,
 Attorneys for plaintiff.

Quebec, 17th February, 1909. 936
 [First published, 20th February, 1909.]

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 8.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dines Arsenault vs Finet, 439 ; Audet vs Breault, 456 ; Bélanger vs Trudeau, 438 ; Bibeau vs Sylvestre, 439 ; Corbeau vs Boivin, 439 ; Dessureault vs Trotter, 439 ; Gauthier vs Paquette, 439 ; Gervais vs Savard, 438 ; Lapeyre vs Lalarge, 438 ; Leblond vs Chaillez, 439 ; Pelletier vs Brunet, 439 ; Provençal vs Provençal, 438.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 407.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Tarif des droits et honoraires des compagnies d'assurance à fonds social, associations de secours mutuels, etc., 412.

ASSEMBLÉE SPÉCIALE :—Montreal and Saint Lambert Terminal Development Coy, 438.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 423 ; Conseil législatif, 422.

COLONISATION :—Société de, établie :—Société de colonisation d'Hochelaga, 414.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—Canadian Oil Companies, 411 ; Dow, William & Coy, 455 ; Otisse Currie Consolidated Silver Mines, 414.

DEMANDES À LA LÉGISLATURE :—Association de l'Exposition Industrielle de Montréal, 432 ; Beaubien, Octave, 435 ; Bélanger, J. A., 426 ; Brais, Narcisse Emilien et autres, 430 ; Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, 433 ; Canadian Light & Power Coy., 436 ; Chaput, Charles et autres, 437 ; Commission des écoles catholiques de Montréal, 432 ; Corporation de l'Évêque catholique romain de Montréal, 432 ; Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, 434 ; Corporation du village de Laprairie, 431 ; Corporation municipale de Sainte-Anne de Beaupré, 434 ; Corporation de la ville de Limoilou, 426 ; Dionne, Dme Marie Eugénie, 434 ; Dugas, Côme et autres, 429 ; First Church of Christ Scientist Westmount, 430 ; Fraser Malcolm et autres, 434 ; Hamel, Jules Napoléon et uxor ; Kontsogianopoulos et autres, 435 ; La compagnie de téléphone Nationale, 432 ; La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny, 433 ; La cité de Québec, 430 ; La compagnie de pouvoir électrique Québec, 431 ; Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve Railway Co, 436 ; La ville de Lévis, 427 ; La ville de Saint-Louis, 430 ; Le Conservatoire National, 428 ; Le Crédit Hypothécaire municipal et paroissial, 433 ; Lemoine, Gaspard et autres, 435 ; Les grévés et curateur de feu Isaïe Hurtubise, fils, 426 ; Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, 427 ; Ligue Antialcoolique de Québec, 426 ; Lymans, limited, 437 ; Modification à la charte de la Montreal Light, Heat and Power Coy, 429 ; Montreal Trust & Deposit Co, 429 ; Municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel, 427 ; Municipalité du village de Sainte-Thècle, 431 ; Provencher, Joseph Adélaïde, 434 ; Représentants légaux de feu William Murray, 429 ; Shawinigan Falls General Hospital, 437 ; Succession Henry Wilson, 426 ; Succession de feu Dame Pemberton, 437 ; Têtu (Dlles) Herminie et autres, 435 ; The Crown Trust Coy, 427 ; The Provincial Mutual Benefit Society, 428 ; The Saraguay Electric

Index of the Quebec Official Gazette, No. 8.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dines Arsenault vs Finet, 439 ; Audet vs Breault, 456 ; Bélanger vs Trudeau, 438 ; Bibeau vs Sylvestre, 439 ; Corbeau vs Boivin, 439 ; Dessureault vs Trotter, 439 ; Gauthier vs Paquette, 439 ; Gervais vs Savard, 438 ; Lapeyre vs Lalarge, 438 ; Leblond vs Chaillez, 439 ; Pelletier vs Brunet, 439 ; Provençal vs Provençal, 438.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 407.

ORDER IN COUNCIL :—Tariff of the dues and fees of the joint stock insurance companies, mutual benefit associations, &c., 412.

SPECIAL MEETING :—Montreal and Saint Lambert Terminal Development Coy, 438.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 423 ; Legislative Council, 422.

COLONIZATION :—Society of, established :—Société de colonisation d'Hochelaga, 414.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Canadian Oil Companies, 411 ; Dow, William & Coy, 455 ; Otisse Currie Consolidated Silver Mines, 414.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Montreal Industrial Exhibition Association, 432 ; Beaubien, Octave, 435 ; Bélanger, J. A., 426 ; Brais, Narcisse Emilien and others, 430 ; Protestant Board of School Commissioners of the city of Sherbrooke, 433 ; Canadian Light & Power Co., 436 ; Chaput, Charles and others, 437 ; The Montreal Catholic School Board, 432 ; Corporation of the Roman Catholic Bishop of Montreal, 432 ; The Quebec & Lake Saint John Railway Company, 434 ; Corporation du village de Laprairie, 431 ; Municipal Corporation of Sainte-Anne de Beaupré, 434 ; Corporation of the town of Limoilou, 426 ; Dionne, Dme Marie Eugénie, 434 ; Dugas, Côme and others, 429 ; First Church of Christ Scientist Westmount, 430 ; Fraser Malcolm and others, 434 ; Hamel, Jules Napoléon et uxor ; Kontsogianopoulos and others, 435 ; The National Telephone Coy, 432 ; The Mutual Fire Insurance Company of Montmagny, 433 ; The city of Quebec, 430 ; La compagnie de pouvoir électrique Québec, 431 ; Lachine, Jacques-Cartier and Maisonneuve Railway Co, 436 ; The town of Lévis, 427 ; La ville de Saint Louis, 430 ; The National Conservatory, 428 ; Le Crédit Hypothécaire municipal et paroissial, 433 ; Lemoine, Gaspard and others, 435 ; The institutes and curator of the late Isaïe Hurtubise, jr., 426 ; Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, 427 ; Ligue Antialcoolique de Québec, 426 ; Lymans, limited, 437 ; Amending the charter of Montreal Light, Heat and Power Coy, 429 ; Montreal Trust and Deposit Coy, 429 ; Municipality of the village of Saint Joseph de Sorel, 427 ; Municipality of the village of Saint Thècle, 431 ; Provencher, Joseph Adélaïde, 434 ; Legal representatives of the late William Murray, 429 ; Shawinigan Falls General Hospital, 437 ; Estate Henry Wilson, 426 ; Estate of the late Dme Pemberton, 436 ; Têtu (Dlles) Herminie and others, 435 ; The Crown Trust Coy, 427 ; The Provincial Mutual Benefit Society, 428 ; The Saraguay Electric and Water

and Water Coy, 428 ; The Sterling Fire Insurance Coy, 432 ; Turgeon, Alexis, 433 ; Vandyke, George et autres, 436.

Coy, 428 ; Sterling Fire Insurance Coy, 432 ; Turgeon, Alexis, 433 ; Vandyke, George and others, 436.

FAILLIS : — Beaudet (Dme), 457 ; Beauvoyer, 440 ; Bernier, 456 ; Bolt & Co, 440 ; Boudrias, 441 ; Caron (Dme), 441 ; Compagnie de l'aqueduc de la banlieue de Saint-Hyacinthe, 442 ; Carrière (Dme), es-qual, 441 ; Fortin, 441 ; Gauvin & Frère, 457 ; Girard (Dme), 458 ; Godbout, 442 ; Jacob & Fils, 456 ; King, 440 ; Maheux, 457 ; Marchand & Cie, 458 ; Pelletier, 457 ; Pinel, 441 ; Rivard, 456 ; Savard, 440 ; Tremblay, 457 ; Tremblay, 457 ; Trudeau, 440.

INSOLVENTS : — Beaudet (Dme), 457 ; Beauvoyer, 440 ; Bernier, 456 ; Bolt & Co, 440 ; Boudrias, 441 ; Caron (Dme), 441 ; Carrière (Dme), es-qual, 441 ; Compagnie de l'aqueduc de la banlieue de Saint-Hyacinthe, 442 ; Fortin, 441 ; Gauvin & Frère, 457 ; Girard (Dme), 458 ; Godbout, 442 ; Jacob & Fils, 456 ; King, 440 ; Maheux, 457 ; Marchand & Cie, 458 ; Pelletier, 457 ; Pinel, 441 ; Rivard, 456 ; Savard, 440 ; Tremblay, 457 ; Tremblay, 457 ; Trudeau, 440.

LETTERES PATENTES : — Campbell, Gilday Coy, 419 ; Compagnie Etienne Dussault, 417 ; La Cie Grenon & Frères, 421 ; Life Saver Boot and Shoe Coy, 415 ; The John Morrison and Son Coy, 415 ; The Montreal and Saint Lambert Terminal Development Coy, 418 ; The Perpetual Ledger Coy, 417 ; Thetford Robertson Improvement Co, 419.

LETTERS PATENT : — Campbell, Gilday Coy, 419 ; Compagnie Etienne Dussault, 417 ; La Cie Grenon & Frères, 421 ; Life Saver Boot and Shoe Coy, 415 ; The John Morrison and Son Coy, 415 ; The Montreal and Saint Lambert Terminal Development Coy, 418 ; The Perpetual Ledger Coy, 417 ; Thetford Robertson Improvement Coy, 419.

LETTERES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES : — The Victoria Clothing Coy, 415.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — The Victoria Clothing Coy, 415.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Municipalité Nord de la paroisse de Saint-Joseph de Blanford, 455.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Municipality North of the parish of Saint Joseph de Blanford, 455.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'annexer ou d'ériger : — Divers lots du canton de Guigues à la municipalité de Laverlochère-et-Baby, comté de Pontiac, 455 ; Divers lots de Saint-Cyprien, comté de Napierville, à Sainte-Blaise, comté de Saint-Jean, 414 ; Panet, comté de Montmagny, 415.

SCHOOLS MUNICIPALITIES : — Application to annex or to erect : — Several lots of the township of Guigues, to the municipality of Laverlochère-et-Baby, county of Pontiac, 455 ; Several lots of Saint Cyprien, county of Napierville, to Sainte Blaise, county of Saint John, 414 ; Panet, county of Montmagny, 415.

NOMINATIONS : — Conseillers : — Municipalité du canton Kensington, 453.
Conseillers municipaux : — Village du Lac-au-Saumon, 408 ; Partie des cantons de Shenley, Dorset et Marlow, 408.
Cour des commissaires : — Sainte-Rose de Laval, 407.

APPOINTMENTS : — Councillors : — Municipality of the township of Kensington, 453.

Municipal councillors : — Village du Lac-au-Saumon, 408 ; Part of the township of Shenley, Dorset and Marlow, 408.

Commissioners court : — Sainte Rose de Laval, 407.

Juges de paix : — Montréal, 407.

Justices of the peace : — Montreal, 407.

Maire : — Municipalité du village de Sainte-Pudentienne, 453.

Mayor : — Municipality of the village of Sainte Pudentienne, 463.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — Charles Bédard, 422 ; Jos.-Omer-Adélaïde Lemire, 455.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — Charles Bédard, 422 ; Jos. Omer Adélaïde Lemire, 455.

PROCLAMATIONS : — Canton Blanche, 409 ; Canton Rochemonteix, 453 ; Convocation des Chambres, 411 ; Sainte-Hélène de Breakeyville, 403.

PROCLAMATIONS : — Township Blanche, 409 ; Township Rochemonteix, 453 ; Parliament convoked, 411 ; Sainte Héène de Breakeyville 408.

RATIFICATION : — Marion et al et Pelletier, 443.

RATIFICATION : — Marion et al et Pelletier, 443.

VENTES PAR LICITATION : — Bergeron vs Dme Bergeron et al, 442 ; Quinn vs Quinn et al, 458.

SALES BY LICITATION : — Bergeron vs Dme Bergeron et al, 442 ; Quinn vs Quinn et al, 458.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Hould et ux vs Levasseur, 443 ; Rosenberg vs Turgeon et al, 444.

ARTHABASKA : — Hould et ux vs Levasseur, 443 ; Rosenberg vs Turgeon et al, 434.

BEDFORD : — Miles (Dme) vs Horner, 445 ; Purdy (Dme) vs Irwin et al esql, 444.

BEDFORD : — Miles (Dme) vs Horner, 445 ; Purdy (Dme) vs Irwin et al esql, 444.

CHICOUTIMI : — Noël vs St. Pierre, 445 ; Savard vs Girard, 445.

CHICOUTIMI : — Noël vs St. Pierre, 445 ; Savard vs Girard, 445.

JOLIETTE : — Boucher vs Boucher esql, 446 ; Robert vs Gadoury, 446.

JOLIETTE : — Boucher vs Boucher esql, 446 ; Robert vs Gadoury, 446.

MONTREAL : —Carrier vs Dme Légaré, 448 ; Desrosiers vs Décarie, 447 ; Hanrathy vs Withel et al, 449 ; La Banque de Saint-Jean vs Roy, 447 ; Les Commissaires d'écoles, Municipalité de Villeras vs Morrisseau, 449 ; Robillard & Tetreau vs Giroux, 447.

QUÉBEC : —Deniss, failli, 450 ; La cité de Québec vs Galarneau, 450.

SAGUENAY : —Potvin vs Puize, 451.

SAINT-FRANÇOIS : —Hovey vs Alger, 451 ; Hovey vs Moulion, 452.

SAINT-HYACINTHE : —Empey (Dme) vs Delenay, 452.

TROIS-RIVIÈRES : —Tessier vs Grandmont, 452.

MONTREAL : —Carrier vs Dme Légaré, 448 ; Desrosiers vs Décarie, 447 ; Hanrathy vs Withel et al, 449 ; La Banque de Saint-Jean vs Roy, 447 ; The School Commissioners, Municipality of Villeras vs Morrisseau, 449 ; Robillard & Tetreau vs Giroux, 447.

QUEBEC : —Deniss, Insolvent, 450 ; The city of Quebec vs Galarneau, 450.

SAGUENAY : —Potvin vs Puize, 451.

SAINT-FRANÇOIS : —Hovey vs Alger, 451 ; Hovey vs Moulion, 452.

SAINT-HYACINTHE : —Empey (Dme) vs Delenay, 452.

THREE RIVERS : —Tessier vs Grandmont, 452.

